

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS	ABONNEMENTS ET ANNONCES	ANNONCES ET AVIS DIVERS
Togo, France et Communauté 1 an 6 mois Ordinaire ..... 1.300 frs 800 frs Avion ..... 3.300 frs 1.700 frs Etranger ..... 1 an 6 mois Ordinaire ..... 1.600 frs 900 frs Avion ..... 3.750 frs 2.300 frs Prix du { Au comptant à l'imprimerie : 75 frs { Par porteur ou par poste : { Togo-France et Communauté : 90 frs { Etranger : Port en sus.	Pour les abonnements et annonces, s'adresser à l'EDITOGO B.P. 891 Téléphone : 37-18 — LOMÉ.  Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres. Les abonnements et annonces sont paya- bles d'avance.	La ligne ..... 80 frs minimum ..... 250 frs Chaque annonce répétée : moitié prix : minimum ..... 250 frs  Direction, Rédaction et Administration : Cabinet du Président de la République Téléphone : 25-92 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### LOIS

1962	
27 décembre — Loi n° 62-23 instituant une procédure spéciale .....	32
27 décembre — Loi n° 62-24 (Loi de Finances pour l'exercice 1963) .....	33

### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

#### DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS ET CIRCULAIRES

#### PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT

1962	
19 décembre — Décret n° 62-159 accordant congé annuel ..	49
1962	
28 décembre — Arrêté n° 150/PR/MFAE/AE fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de la Caisse de Stabilisation pour la récolte d'arachide 1962-1963 .....	49
28 décembre — Arrêté n° 151/PR/MFAE/AE fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton de la récolte 1962-1963 .....	50
Arrêté portant désignation d'un chef de canton .....	50

#### SECRETARIAT D'ÉTAT A LA PRÉSIDENTE CHARGE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

Décision portant affectations .....	50
-------------------------------------	----

#### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Décision portant mutations .....	51
----------------------------------	----

#### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

1962	
15 décembre — Arrêté interministériel n° 44/INT/MFAE/MF portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1962 .....	51
20 décembre — Arrêté n° 98/INT portant annulation et ouvertures de crédit au budget primitif de la commune de Tsévié, exercice 1962..	51
22 décembre — arrêté n° 100/INT portant annulation et ouverture de crédit au budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1962	52
Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, engagements, libération conditionnelle et interdiction de séjour .....	52

#### MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

1962	
13 décembre — Arrêté n° 278/MFAE portant augmentation du montant de la caisse d'avance du Centre National Hospitalier de Lomé .....	53
Décision n° 550 /MFAE/MF/FA du 22-12-62 portant désignation des membres de vérification d'encaisse	53

Arrêtés et décisions portant nominations, intérim, concession de pensions, octroi d'allocation familiale, de secours temporaire, approbation de rôles et additif à une précédente décision portant désignation des jeunes togolais non fonctionnaires pour suivre un stage de formation bancaire en Tunisie .....	54
---	----

#### MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décisions portant nomination, engagement provisoire et additif à une précédente décision chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés .....	58
--	----

#### MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décisions portant affectations et engagement .....	58
--	----

#### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

1962	
14 décembre — Arrêté n° 18/A/MA/EF fixant la date limite de mises à feu précoces .....	59
Décision portant nomination .....	59

#### MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations, admissions, titularisation, révision de situation administrative, reclassements, changement de corps, affectations, résiliation de contrat, constatation d'absence irrégulière, licenciement, révocation, rectificatifs à de précédents arrêtés et décision portant reclassements et affectation, arrêté rapportant l'arrêté n° 215/MFP du 19 juillet 1962 en ce qui concerne M. Djirackor Clément .....	60
---	----

#### MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Décisions portant nominations .....	64
-------------------------------------	----

#### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres .....	64
Conservation de la propriété foncière (avis d'immatriculation et de bornage) .....	66
Nécrologie .....	69

### LOIS

#### LOI N° 62-23 du 27-12-62 instituant une procédure spéciale.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,  
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. — Il est institué une procédure spéciale pour la poursuite, l'instruction et le jugement des infractions contre la sûreté de l'Etat ainsi que de toutes infractions connexes.

Art. 2. — Le Ministère public est seul saisi des infractions visées à l'article 1<sup>er</sup> ; il procède ou fait procéder par tous officiers de police judiciaire à la recherche, à la constatation et à la poursuite de ces infractions.

A cet effet, il peut entendre ou faire entendre toute personne à titre de renseignement, procéder ou faire procéder de jour et de nuit à toute perquisition, saisie ou reconstitution, ordonner toute expertise par un ou plusieurs experts qui prêtent serment devant lui ou devant tout officier de police judiciaire qu'il délègue à cette fin, et en général faire tous les actes d'information normalement dévolus, au juge d'instruction, y compris l'interrogatoire des inculpés, la délivrance et la main-levée des mandats de justice.

Il peut requérir la force armée ou les forces de police civile.

La garde à vue ne peut excéder un délai de dix jours, renouvelable une seule fois.

Art. 3. — Au vu de l'enquête prévue à l'article 2 ci-dessus, le ministère public fait connaître à toute personne contre qui des charges ont été relevées les faits à elle imputés et l'avise de ce qu'elle peut choisir un conseil dans un délai de deux jours.

A défaut de ce choix, un conseil choisi parmi les avocats ou secrétaires d'avocats du barreau de la Cour d'Appel du Togo est désigné d'office par le président du Tribunal saisi à cet effet par le Ministère public. Si leur insuffisance numérique ne permet pas le choix ou la désignation d'un avocat ou d'un secrétaire d'avocat, le conseil pourra être choisi ou désigné en dehors de la profession d'avocat défenseur.

Art. 4. — A l'expiration du délai de deux jours prévu à l'article précédent, le conseil étant avisé par lettremissive ou par tout autre moyen et le dossier ayant été mis préalablement à sa disposition au parquet, le ministère public procède sans formalité à l'interrogatoire de 1<sup>re</sup> comparution de l'inculpé ; il lui notifie les faits qui lui sont reprochés ainsi que les textes qui les prévoient et les répriment, puis il recueille ses explications.

Le Conseil est avisé sans formalité de tout nouvel interrogatoire ou de toute confrontation, le dossier étant mis préalablement à sa disposition.

Art. 5. — Le ministère public peut prescrire à l'égard de tout inculpé l'interdiction de communiquer.

Art. 6. — Le ministère public statue sans délai et sans recours sur les demandes de liberté provisoire.

Lorsqu'il fait droit à une demande de cette nature, il peut subordonner la mise en liberté à l'obligation de fournir un cautionnement en espèces dont il détermine le montant et qui doit garantir la représentation de l'inculpé aux actes de la procédure et le paiement des frais de justice.

Art. 7. — Quand l'information est terminée, le ministère public rédige un exposé des faits à la fin duquel il décide, soit du classement de l'affaire, soit du renvoi de l'inculpé devant la juridiction de jugement. Le renvoi devra comporter la qualification des faits retenus et l'indication des textes applicables.

La décision du ministère public ne peut être l'objet d'aucun recours.

Art. 8. — La décision de renvoi du ministère public saisit de plein droit la juridiction de jugement.

Le ministère public délivre une citation directe ; il y aura au moins un délai de six jours, outre un jour par trois myriamètres entre la citation et le jugement ; la comparu-

tion devant la juridiction de jugement peut avoir lieu dès l'expiration de ce délai à compter de la délivrance de la citation.

Pendant ce délai, le dossier est mis au greffe du tribunal de première instance à la disposition du conseil de l'inculpé.

Art. 9. — Si l'infraction est qualifiée délit par la loi, elle est déférée au tribunal correctionnel qui juge suivant la procédure ordinaire.

Si elle est qualifiée crime, elle est déférée à la cour d'Assises.

Si l'infraction qualifiée délit est connexe à un des crimes visés à l'article 1 de la présente loi, elle sera, sauf le cas de disjonction, dévolue à la Cour d'Assises.

Art. 10. — La Cour d'Assises pourra, en cas de besoin, être convoquée en session extraordinaire.

Elle sera composée et constituée comme il est dit au code d'instruction criminelle et elle jugera suivant la procédure tracée par ce code.

Toutefois, il ne pourra être formé aucun pourvoi contre la décision de renvoi ni contre l'arrêt de la cour d'Assises et celui-ci ne sera susceptible que d'un recours en grâce.

Art. 11. — La présente loi s'applique à toutes les infractions visées à l'article 1 qui n'ont jusqu'à présent fait l'objet d'aucun jugement ni d'aucune ordonnance passée en force de chose jugée.

Si, au moment de la promulgation de la présente loi, une juridiction d'instruction ou de jugement est déjà saisie d'une infraction visée à l'article 1, elle en est dessaisie par décision du ministère public, et il est ensuite procédé ainsi qu'il est fixé par la présente loi.

Cependant les actes et formalités intervenus avant la décision de dessaisissement sont et demeurent valables et n'ont pas à être renouvelés.

Art. 12. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 27 décembre 1962

S. E. Olympio

## LOI DE FINANCES POUR L'EXERCICE 1963

LOI N° 62-24 du 27 décembre 1962

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

### PREMIERE PARTIE

#### Conditions générales de l'équilibre financier

#### TITRE I

##### Dispositions générales

Article premier. — Sont pour l'exercice 1963, réglées conformément aux dispositions de la présente loi de Finances, les opérations en recettes et en dépenses du budget général et du budget Annexe des Chemins de Fer et du Wharf du Togo, ainsi que celles afférentes aux comptes spéciaux du Trésor.

#### TITRE II

##### Dispositions relatives aux ressources

Art. 2. — Sous réserve des dispositions de la présente loi, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963, continueront d'être opérées, pendant l'année 1963, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à la date du 31 décembre 1962 :

— la perception de tous impôts, produits et revenus affectés à l'Etat,

— la perception de tous impôts, produits et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et aux organismes divers dûment habilités.

Art. 3. — Sont passibles des peines prévues à l'égard des concussionnaires tous détenteurs de l'autorité publique qui sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits détenus par les services ou établissements relevant de l'Etat ou des collectivités locales.

Art. 4. — A — Sont ouverts les comptes spéciaux ci-après :

1°) — *Fonds d'approvisionnement en matériels et produits phytosanitaires destinés à l'agriculture.*

Ce compte sera crédité du produit des cessions faites aux agriculteurs et éventuellement d'avances. Il sera débité des sommes nécessaires en paiement des matériels et produits destinés au renouvellement des stocks.

2°) — *Avances sans intérêts à la société ASTRA.*

Ce compte sera débité des avances consenties à la dite société et crédité des remboursements.

B — Est supprimé, pour compter du 31 décembre 1962, le compte spécial d'avances « *Mouvement de Jeunesse Pionnière Agricole* ». A cette date les opérations déjà comptabilisées à ce compte devront avoir été transférées au compte « *Participation de l'Etat à des réalisations sur Fonds d'Aide Extérieure* ».

Art. 5. — L'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 59-27 du 24 mars 1959 est modifié comme suit : « *Article premier.*... Les taux de la contribution des fonctionnaires, des agents de l'Administration de toutes catégories et de leur famille aux frais d'hospitalisation et aux divers examens dans les Hôpitaux et Ambulances sont fixés à 50 0/0 des tarifs pratiqués par ces Etablissements. »

« Pour les enfants de 5 à 12 ans, le taux est de 50 0/0 et pour ceux de 0 à 5 ans 25 0/0 de la catégorie à laquelle appartient le chef de famille. »

Art. 6. — L'avance de 40 millions accordée à la Commune de Lomé conformément aux dispositions de l'article 2 de la Loi n° 60-36 du 14 décembre 1960 est transformée en subvention d'équipement. Un programme d'emploi des fonds ainsi dégagés sera soumis à l'approbation du Gouvernement.

Art. 7. — Les affectations résultant du budget annexe des chemins de fer et du wharf et des comptes spéciaux du Trésor sont, compte tenu des dispositions de l'article 4 de la présente Loi, confirmées pour l'année 1963.

Art. 8. — Les ressources affectées au budget général de 1963 sont évaluées à la somme de 3.464.924.000 frs conformément au développement qui en est donné par l'Etat A annexé à la présente Loi.

Art. 9. — Les ressources affectées au budget annexe des chemins de fer et du wharf sont évaluées à la somme de 506.430.000 frs conformément au développement qui en est donné par l'état C annexé à la présente Loi.

Art. 10. — Conformément au développement qui en est donné à l'état E annexé à la présente Loi, les ressources affectées aux comptes d'affectation spéciale sont évaluées à la somme de 615.622.513 frs.

### TITRE III

#### *Dispositions relatives aux charges*

Art. 11. — Les plafonds de crédits applicables au budget général de 1963 s'élèvent à la somme totale de 3.633.159.000 frs. Ces plafonds de crédits s'appliquent pour :

3.489.388.000 frs aux dépenses ordinaires des Services civils

143.771.000 frs aux dépenses ordinaires des Services militaires.

Art. 12. — Les plafonds de crédits applicables au budget annexe des chemins de fer et du wharf du Togo de 1963 s'élèvent à la somme totale de 506.430.000 frs.

Art. 13. — Le plafond des crédits applicables aux comptes d'affectation spéciale de 1963 s'élève à la somme de 472.273.677 frs.

Art. 14. — La charge maximale résultant de la gestion des comptes de commerce est fixée pour 1963 à la somme de 184.000.000 frs, résultant des découverts maxima ci-après autorisés, en application de l'article 25, deuxième alinéa, de la Loi organique n° 60-29 relative aux Lois de Finances :

— Fonds d'approvisionnement des magasins	150.000.000 frs
— Services Techniques (exploitation)	4.000.000 frs
— Fonds de roulement pour approvisionnements généraux	30.000.000 frs

Art. 15. — Il est interdit aux autorités administratives régulièrement habilitées à engager les dépenses publiques, de prendre des mesures nouvelles entraînant des augmentations de dépenses imputables sur les crédits ouverts par les articles précédents qui ne résulteraient pas de l'application des Lois existantes ou des dispositions de la présente loi.

Le Ministre des Finances, ordonnateur unique et contrôleur financier du budget général, est responsable des décisions prises à l'encontre de la disposition ci-dessus.

### TITRE IV

#### *Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges*

Art. 16. — Le résultat des opérations du budget général de l'Etat pour l'exercice 1963 est évalué comme suit :

— Recettes ordinaires	3.464.924.000 frs
— Dépenses	3.633.159.000 frs
— Excédent des dépenses	168.235.000 frs

Art. 17. — Le résultat des opérations du budget annexe des chemins de fer et du wharf est évalué ainsi qu'il suit :

— Recettes ordinaires	506.430.000 frs
— Dépenses	506.430.000 frs

Art. 18. — Le résultat des comptes d'affectation spéciale de l'Etat pour l'exercice 1963 est évalué ainsi qu'il suit :

— Ressources	615.622.513 frs
— Charges	472.273.677 frs
— Excédent	143.348.836 frs

Art. 19. — Les charges nettes résultant de l'ensemble des opérations prévues aux articles 14 et 18 précédents, soit un montant de 40.651.164 frs, seront couvertes par des ressources de trésorerie.

Art. 20. — Les charges nettes résultant de l'ensemble des opérations prévues aux articles 16 et 17 précédents, soit un montant évalué à 168.235.000 frs seront couvertes par des ressources de trésorerie ou d'emprunts auxquelles le Gouvernement est autorisé à faire appel en 1963, en particulier par des émissions ou par des conventions à passer avec la Banque d'Emission, dans des conditions à fixer par décret pris en conseil des Ministres.

## DEUXIEME PARTIE

### MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

#### TITRE I

##### *Budget général*

Art. 21. — Il est ouvert à l'Assemblée Nationale et aux Ministères, pour l'exercice 1963, au titre des dépenses ordinaires de fonctionnement, des crédits s'appliquant à concurrence respectivement de :

— 134.798.000 frs au Titre I — « Dette Publique et Viagère »

— 83.266.000 frs au Titre II — « Dotation des Pouvoirs publics » (Assemblée Nationale)

— 2.594.878.000 frs au Titre III — « Ministères et Services »

— 820.217.000 frs au Titre IV — « Intervention de l'Etat »

conformément à la répartition par titres, chapitres, et articles qui est donné à l'état B annexé à la présente loi.

#### TITRE II

##### *Budgets annexes*

Art. 22. — Le montant des crédits ouverts pour l'exercice 1963 au titre du Budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf est fixé à la somme de 506.430.000 frs conformément à la répartition par divisions, chapitres et articles qui en est donnée à l'état D annexé à la présente loi.

#### TITRE III

##### *Comptes d'affectation spéciale*

Art. 23. — Le plafond des crédits ouverts aux Ministères pour l'année 1963 au titre des comptes d'affectation spéciale est fixé à la somme de 472.273.677 frs, conformément à la répartition par compte qui en est donnée par l'état E annexé à la présente loi.

#### TITRE IV

##### *Autorisations de programmes*

Art. 24. — Il est ouvert aux Ministères, en 1963, pour les dépenses en capital des Services Civils et au titre des autorisations de programmes résultant des Conventions du Fonds d'Aide et de Coopération numéros 6/C/61/P, 2/C/61/P et 39/C/61/P des crédits de paiement s'élevant aux sommes totales de :

— 26.390.000 frs au titre de la Convention n° 6  
 — 5.500.000 frs au titre de la Convention n° 2  
 — 4.400.000 frs au titre de la Convention n° 39  
 conformément aux échéanciers donnés par l'état G annexé à la présente loi.

## TITRE V

*Dispositions diverses*

Art. 25. — La clôture du budget général du Togo, exercice 1963, est fixée conformément à la loi organique n° 60-29, au 31 mars ; celle du Budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf, au 20 février.

Art. 26. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 27 décembre 1962

S. E. Olympio

## ETATS ANNEXES

## ETAT A

## BUDGET GENERAL

*Recettes affectées au Budget général (Exercice 1963)*

## PARAGRAPHE I — IMPOTS

*1<sup>o</sup>) — Produits des contributions directes*

1 — Impôts sur bénéfices industriels, agricoles et commerciaux	140.000
2 — Taxe progressive sur les traitements et salaires	86.500
3 — Impôt sur les bénéfices non commerciaux	2.200
4 — Impôt général sur le revenu	8.300
5 — Patentes	6.100
6 — Licences	1.100
7 — Majoration 10 o/o pour paiements tardifs des impôts	1.000
8 — Recettes des exercices antérieurs	P.M.

245.200

*2<sup>o</sup>) — Produits des contributions indirectes*

9 — Droits à l'importation	1.160.000
10 — Droits à l'exportation	290.000
11 — Taxe sur les transactions	83.000
12 — Vignettes transporteurs publics	20.000
13 — Taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions	941.000
14 — Centimes additionnels aux taxes sur les transactions	60.000
15 — Taxes de recherches et de conditionnement	45.000
16 — Taxe Phyto-sanitaire	8.000
17 — Taxe au profit de la chambre de Commerce	28.000
18 — Amendes, confiscations et ventes	10.000
19 — Surtaxes boissons alcooliques	29.000
20 — Droits de magasinage, plombage et statistiques	22.000
21 — Taxe de circulation en transit	7.000
22 — Taxe sur les carburants	32.000
23 — Recettes des exercices antérieurs	P.M.

2.735.000

*3<sup>o</sup>) — Droit d'enregistrement*

24 — Droits d'enregistrement	36.400
25 — Droits d'immatriculation	2.500
26 — Droits de timbres	18.500
27 — Recettes du Service topographique	2.000
28 — Recettes des exercices antérieurs	P.M.

59.400

## RECAPITULATION DU PARAGRAPHE I

Produits des Contributions Directes	245.200
Produits des Contributions Indirectes	2.735.000
Droits d'Enregistrement	59.400

Total du Paragraphe I . . . 3.039.600

## PARAGRAPHE II

*Produits des exploitations industrielles et des Services*

29 — Recettes des Postes, Télégraphes, Téléphones	213.800
30 — Produit de la Télégraphie extérieure	28.000
31 — Recettes de la Télédiffusion	2.000
32 — Recettes du Service des Travaux Publics	3.300
33 — Recettes du Garage Central	2.200
34 — Recettes des Services de l'Agriculture	1.200
35 — Recettes diverses du Service du Conditionnement	400
36 — Service de l'Elevage (cessions)	1.900
37 — Etablissements Hospitaliers	2.600
38 — Vente de médicaments au Public	40.000
39 — Service de l'Information	2.000
40 — Brigades des Travailleurs	P.M.
41 — Service de l'Enseignement (élèves-payants Cours du soir)	3.300
42 — Service de la Météorologie	350
43 — Ordre du Mono (cessions d'insignes)	100
44 — Droits de Chancellerie	300
45 — Service de la Statistique	150
46 — Recettes des exercices antérieurs	P.M.

Total du Paragraphe II . . . 301.600

## PARAGRAPHE III

*Revenu du domaine*

47 — Droits d'occupation, redevances pour extraction de sable	4.000
48 — Loyers d'immeubles, retenues pour logement et ameublement	10.000
49 — Revenus du Domaine forestier	11.500
50 — Revenus du Domaine minier	7.600
51 — Produits du Domaine mobilier et immobilier	1.500
52 — Recettes des exercices antérieurs	P.M.

Total du Paragraphe III . . . 34.600

## PARAGRAPHE IV

*Produits divers**1<sup>o</sup>) — Taxes diverses et taxes pour services rendus*

53 — Taxe sur les armes à feu	4.000
54 — Taxe sur les véhicules automobiles particuliers	4.200
55 — Taxe sur les bicyclettes	3.100

56 — Taxe sur les permis de conduire, visites techniques . . . . .	1.920
57 — Redevance pour frais de contrôle des Etablissements dangereux ou insalubres . . . . .	180
58 — Taxes sur la navigation aérienne . . . . .	3.500
	<hr/>
	16.900

20) — *Produits divers et accidentels*

59 — Remises sur crédits, d'enlèvement et droits versés par les commerçants . . . . .	18.000
60 — Produits divers . . . . .	10.000
61 — Amendes et frais de justice . . . . .	4.500
62 — Contributions et subventions . . . . .	32.224
63 — Recettes des exercices antérieurs . . . . .	P.M.
	<hr/>
	64.724

## RECAPITULATION DU PARAGRAPHE IV

Taxes diverses et taxes pour services rendus . . . . .	16.900
Produits divers et accidentels . . . . .	64.724
	<hr/>
Total du Paragraphe IV . . . . .	81.624

## PARAGRAPHE V

*Remboursement des prêts et avances*

64 — Remboursement par les agents de l'Etat de 50% des frais d'hospitalisation hors des formations sanitaires . . . . .	7.500
65 — Remboursement prêts et avances . . . . .	P.M.
66 — Remboursement prêts et avances exercices antérieurs . . . . .	P.M.

Total du Paragraphe V . . . . . 7.500

## PARAGRAPHE VI

*Dépenses d'ordre*

67 — Régularisation des avances consenties aux régisseurs . . . . .	P.M.
68 — Autres recettes d'ordre . . . . .	P.M.

Total du Paragraphe VI . . . . . P.M.

## PARAGRAPHE VII

*Ressources extraordinaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement*

69 — Ressources extraordinaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement (avances du Trésor togolais ou de l'Institut d'Emissions, etc...) . . . . .	P.M.
--	------

*Récapitulation des recettes ordinaires et permanentes*

PARAGRAPHE I — Impôts . . . . .	3.039.600
“ II — Produits des exploitations industrielles et services . . . . .	301.600
“ III — Revenus du domaine . . . . .	34.600
“ IV — Produits divers . . . . .	81.624
“ V — Remboursements prêts et avances . . . . .	7.500
“ VI — Recettes d'ordre . . . . .	P.M.
“ VII — Ressources extraordinaires affectées à la couverture des dépenses de fonctionnement . . . . .	P.M.
	<hr/>
Total général des recettes . . . . .	3.464.924

## ETAT B

*Budget général — Dépenses de fonctionnement*

Titres — Sections — Chapitres et articles applicables à l'exercice 1963

## TITRE I

*Dette publique et viagère*

## CHAPITRE I

*Service des emprunts et dettes contractuelles.*

Article premier. — Amortissement et intérêts, des emprunts . . . . .	8.897
2 — Amortissement des fournitures sur prestations . . . . .	970
3 — Remise à la B.A.O sur service des titres . . . . .	135
4 — Intérêts et amortissement avances C.C.C.E. . . . .	20.720
5 — Intérêts emprunt caisse cacao pour hôtel «Le Bénin» . . . . .	40.813
6 — Provisions pour réalisations éventuelles des avais . . . . .	6.713
7 — Intérêts du prêt consenti par l'Etablissement de Crédit à la construction de Francofort sur le Main . . . . .	15.520
8 — Intérêts et commissions sur prêt consenti par la République Fédérale Allemande . . . . .	25.000

Total du Chapitre premier . . . . . 118.768

## CHAPITRE II

*Pensions et allocations viagères*

Article premier. — Allocations de retraites aux agents non affiliés à la caisse locale de retraites . . . . .	4.180
2 — Pensions aux anciens gardes cercles . . . . .	8.800
3 — Alloc. temporaires à chefs de familles et anciens agents de l'administration . . . . .	250
4 — Accidents du travail . . . . .	100
5 — Alloc. viagères aux anciens agents permanents de l'administration . . . . .	2.700
6 — Dépenses des exercices clos . . . . .	P.M.

Total du Chapitre II . . . . . 16.030

*Récapitulation du titre premier*

## CHAPITRE I

*Services des emprunts et dettes contractuelles.* 118.768

## CHAPITRE II

Pensions et allocations viagères . . . . . 16.030

Total du titre I . . . . . 134.798

## TITRE II

*Pouvoirs publics (Assemblée nationale)*

## CHAPITRE 3

*Assemblée nationale (Personnel)*

Article 1 — Indemnités parlementaires . . . . .	54.500
— 2 — Dépenses de personnel . . . . .	8.160
— 3 — Indemnités de missions et de transport . . . . .	7.106
	<hr/>
	69.766



## CHAPITRE 4

*Assemblée Nationale (Matériel)*

Article premier. — Hôtel du président (aménagement, entretien, réception) . . . . .	2.000
— 2 — Dépenses communes . . . . .	4.000
— 3 — Moyens de transport, déplacement, missions . . . . .	3.000
— 4 — Impression J. O., débats . . . . .	500
— 5 — Abonnements, bibliothèque, fourniture de Bureau . . . . .	500
— 6 — Dépenses diverses et imprévues . . . . .	500
Total du Chapitre 4 . . . . .	10.500

## CHAPITRE 5

*Assemblée nationale (Travaux)*

Article premier. — Aménagement de la Cour . . . . .	3.000
Total du Chapitre 5 . . . . .	3.000

*Récapitulation du titre II*

## CHAPITRE 3

Assemblée nationale (Personnel) . . . . .	69.766
---	--------

## CHAPITRE 4

Assemblée nationale (Matériel) . . . . .	10.500
--	--------

## CHAPITRE 5

Assemblée nationale (Dépenses div.) . . . . .	3.000
Total du titre II . . . . .	83.266

## TITRE III

*Dépenses de fonctionnement des ministères et services sous-section 1 présidence de la République*

## CHAPITRE 6

*Dépenses de Personnel*

Article premier. — Indemnités présidentielles et Hôtel du président de la République . . . . .	5.500
— 2 — Cabinet . . . . .	11.199
— 3 — Indemnités de déplacement et missions . . . . .	5.000
— 4 — Inspection Mobile . . . . .	4.093
— 5 — Haute administration Ordre du Mono . . . . .	397
— 6 — Tribunal administratif . . . . .	120
Total de la sous-section 1 . . . . .	26.309

*Sous-section II : Secrétariat à l'Information, la Presse et à la Radiodiffusion*

Article premier. — Secrétaire d'Etat à la Présidence . . . . .	1.750
— 8 — Secrétariat particulier . . . . .	1.240
— 9 — Indemnité de déplacement et missions . . . . .	800
— 10 — Service de la Radiodiffusion . . . . .	11.931
— 11 — Service de l'Information . . . . .	8.251
Total de la sous-section II . . . . .	23.972

*Sous-section III : Secrétariat d'Etat au Plan et à l'Organisation*

Article 12. — Secrétaire d'Etat à la Présidence . . . . .	1.260
— 13 — Secrétariat particulier . . . . .	366
— 14 — Indemnités de déplacement et de missions . . . . .	250
— 15 — Direction du Plan de développement . . . . .	3.553
— 16 — Direction de l'organisation et méthodes . . . . .	2.617
Total de la sous-section III . . . . .	8.046
Total du Chapitre 6 . . . . .	58.327

## CHAPITRE 7

*Dépenses de matériel**Sous-section I — Présidence de la République*

Article premier. — Hôtel et Palais du Président . . . . .	4.500
— 2 — Cabinet . . . . .	4.070
— 3 — Fonds spéciaux . . . . .	8.000
— 4 — Inspection Mobile . . . . .	220
— 5 — Haute Administration de l'Ordre du Mono . . . . .	500
— 6 — Tribunal administratif . . . . .	50
Total de la sous-section 1 . . . . .	17.340

*Sous-section II — Secrétariat d'Etat à l'Information et à la Presse*

Article 7 — Secrétariat particulier . . . . .	100
— 8 — Service de la Radiodiffusion . . . . .	11.350
— 9 — Service de l'information . . . . .	8.770

Total de la sous-section II . . . . . 20.220

*Sous-section III. — Secrétariat d'Etat à la présidence chargé du plan et de l'organisation*

Article 10 — Secrétariat particulier . . . . .	200
— 11 — Direction du plan de développement . . . . .	350
— 12 — Direction organisation et méthodes . . . . .	200

Total de la Sous-Section III . . . . . 750

Total du chapitre 7. . . . . 38.310

Total de la section I . . . . . 96.637

## SECTION II

*Défense nationale*

## CHAPITRE 8

*Dépenses de personnel.*

Article 1 — Ministre . . . . .	P.M.
— 2 — Cabinet . . . . .	1.360
— 3 — Indemnités de déplacement et missions . . . . .	1.280
— 4 — Gendarmerie nationale . . . . .	67.368
— 5 — Forces armées . . . . .	55.832
Total du chapitre 8 . . . . .	125.846

## CHAPITRE 9

## Dépenses de matériel.

Article 1 — Hôtel du Ministre . . . . .	P.M.
— 2 — Cabinet militaire . . . . .	700
— 3 — Gendarmerie nationale . . . . .	4.425
— 4 — Forces armées . . . . .	12.800

Total du chapitre 9 . . . . . 17.925

*Récapitulation de la section II*

Chapitre 8 — Dépenses de personnel . . . . .	125.846
— 9 — Dépenses de matériel . . . . .	17.925

Total de la section II . . . . . 143.771

## SECTION III

## Ministère des affaires étrangères

## CHAPITRE 10

## Dépenses de personnel.

Article 1 — Indemnités ministérielles et Hôtel . . . . .	2.300
— 2 — Cabinet . . . . .	6.850
— 3 — Indemnités de déplacement et missions . . . . .	3.800
— 4 — Ambassade du Togo à Paris . . . . .	11.006
— 5 — Ambassade du Togo à Washington et représentation à New-York . . . . .	18.117
— 6 — Ambassade du Togo à Bonn . . . . .	6.974
— 7 — Représentation à Lagos . . . . .	2.000
— 8 — Crédits provisionnels . . . . .	6.000

Total du chapitre 10 . . . . . 57.047

## CHAPITRE 11

## Dépenses de matériel.

Article 1 — Hôtel du Ministre . . . . .	120
— 2 — Cabinet . . . . .	450
— 3 — Réceptions . . . . .	600
— 4 — Ambassade du Togo à Paris . . . . .	4.066
— 5 — Ambassade du Togo à Washington et représentation à New-York . . . . .	5.487
— 6 — Ambassade du Togo à Bonn . . . . .	2.426
— 7 — Représentation à Lagos . . . . .	500
— 8 — Crédits provisionnels . . . . .	2.500

Total du chapitre II . . . . . 16.149

*Récapitulation de la section III*

Chapitre 10 — Dépenses de personnel . . . . .	57.047
— 11 — Dépenses de matériel . . . . .	16.149

Total de la section III . . . . . 73.196

## SECTION IV

## Ministère de l'intérieur

## CHAPITRE 12

## Dépenses personnel

Article 1 — Indemnités ministérielles et Hôtel . . . . .	2.300
— 2 — Cabinet . . . . .	3.671
— 3 — Indemnités de déplacements et missions . . . . .	4.530
— 4 — Direction de l'intérieur . . . . .	3.954
— 5 — Circonscriptions . . . . .	66.280

Article 6 — Chefferies . . . . .	16.333
— 7 — Service de la Sûreté . . . . .	95.173
— 8 — Garde togolaise . . . . .	185.734

Total du chapitre 12 . . . . . 377.975

## CHAPITRE 13

## Dépenses de matériel

Article 1 — Hôtel du Ministre . . . . .	120
— 2 — Cabinet . . . . .	300
— 3 — Direction de l'Intérieur . . . . .	2.850
— 4 — Inspections et Circonscriptions . . . . .	6.880
— 5 — Service de sécurité et de police . . . . .	5.270
— 6 — Garde togolaise . . . . .	13.670
— 7 — Etablissements pénitentiaires (matériel) . . . . .	7.150

Total du chapitre 13 . . . . . 36.240

*Récapitulation de la section IV*

Chapitre 12 — Dépenses de personnel . . . . .	377.975
— 13 — Dépenses de matériel . . . . .	36.240

Total de la section IV . . . . . 414.215

## SECTION V

## Ministère des finances et des affaires économiques

## CHAPITRE 14

## Dépenses de personnel

## A — SOUS-SECTION 1 — Division affaires financières

Article 1 — Ministre et Secrétaire d'Etat . . . . .	3.560
— 2 — Cabinet (Affaires Financières) . . . . .	2.832
— 3 — Indtés. déplacements/missions . . . . .	1.080
— 4 — Conseiller et contrôle financier . . . . .	6.051
— 5 — Service du Matériel . . . . .	7.409
— 6 — Garage administratif . . . . .	12.013
— 7 — Service des finances . . . . .	26.254
— 8 — Agences spéciales . . . . .	16.465
— 9 — Service des Douanes . . . . .	73.408
— 10 — Contributions directes . . . . .	11.172
— 11 — Domaines et Enregistrement . . . . .	5.092
— 12 — Service topographique . . . . .	7.610
— 13 — Trésor togolais . . . . .	24.327

Total . . . . . 197.273

## B — SOUS-SECTION II

Article 14 — Cabinet (Affaires Economiques) . . . . .	2.443
— 15 — Indtés déplacements/missions . . . . .	370
— 16 — Service des Affaires Economiques . . . . .	4.700
— 17 — Service de Financement des programmes . . . . .	5.173
— 18 — Service de la Statistique . . . . .	8.065
— 19 — Central Mécanographique . . . . .	3.694

Total . . . . . 24.445

Total général — Sous-section I — 197.273

Sous-section II — 24.445

221.718



## CHAPITRE 15

## Dépenses de matériel

## I — Division des Affaires Financières

Article 1 — Hôtel Ministériel . . . . .	120
— 2 — Cabinet . . . . .	300
— 3 — Contrôle Financier . . . . .	310
— 4 — Service du Matériel . . . . .	500
— 5 — Garage Administratif . . . . .	2.675
— 6 — Service des Finances . . . . .	1.302
— 7 — Agences Spéciales . . . . .	1.980
— 8 — Services des Douanes . . . . .	3.920
— 9 — Serv. des Contributions Directes . . . . .	1.390
— 10 — Service de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre . . . . .	370
— 11 — Service Topographique . . . . .	870
— 12 — Frais de Justice . . . . .	2.000
— 13 — Trésor . . . . .	750

Total division I . . . . . 16.487

## II — Division des Affaires Economiques

Article 14 — Cabinet . . . . .	400
— 15 — Service Affaires Economiques . . . . .	200
— 16 — Service du Financement des programmes . . . . .	165
— 17 — Service de la Statistique . . . . .	1.100
— 18 — Central Mécanographique . . . . .	7.150

Total division II — . . . . . 9.015

Total chapitre 15 — . . . . . 25.502

Total section V — Personnel . . . . . 221.718

Matériel . . . . . 25.502

247.220

## SECTION VI

## Ministère de la Justice

## CHAPITRE 16

## Dépenses de personnel

Article 1. — Indemnités ministérielles et Hôtel . . . . .	P.M.
— 2. — Cabinet . . . . .	894
— 3. — Indemnités de déplacement et missions . . . . .	420
— 4. — Cour Suprême . . . . .	4.842
— 5. — Cour d'Appel . . . . .	8.149
— 6. — Juridiction de 1 <sup>re</sup> Instance de Droit Moderne . . . . .	27.391
— 7. — Tribunaux coutumiers de 1 <sup>re</sup> Ins- tance de Droit Coutumier . . . . .	9.559

Total du chapitre 16 . . . . . 51.255

## CHAPITRE 17

## Dépenses de matériel

Article 1. — Hôtel du Ministre . . . . .	P.M.
— 2. — Cabinet . . . . .	100
— 3. — Cour Suprême . . . . .	520
— 4. — Cour d'Appel . . . . .	560

Article 5. — Juridiction de 1<sup>re</sup> Instance de  
Droit Moderne . . . . . 1.436

— 6. — Tribunaux coutumiers de 1<sup>re</sup>  
Instance . . . . . 2.250

Total du chapitre 17 . . . . . 4.866

## Récapitulation de la section VI

Chapitre 16. — Dépenses de personnel . . . . . 51.255

— 17. — Dépenses de matériel . . . . . 4.866

Total de la section VI . . . . . 56.121

## SECTION VII

Ministère des Travaux Publics, Mines, Transports,  
des Postes et Télécommunications

## CHAPITRE 18

## Dépenses de personnel

Article 1. — Indtés. ministérielles et Hôtel . . . . .	2.300
— 2. — Cabinet . . . . .	5.595
— 3. — Indtés. de déplacement/mis- sions . . . . .	2.820
— 4. — Direction Mines et Géologie . . . . .	4.277
— 5. — Postes et Télécommuni- cations . . . . .	113.171
— 6. — Service de la Météorologie . . . . .	26.847
— 7. — Service des Travaux Publics . . . . .	122.643
— 8. — Navigation aérienne . . . . .	11.294

Total du chapitre 18 . . . . . 288.947

## CHAPITRE 19

## Dépenses de matériel

Article 1. — Hôtel Ministériel . . . . .	120
— 2. — Cabinet . . . . .	400
— 3. — Direction des Mines . . . . .	270
— 4. — Serv. des Postes et Télécommu- nications . . . . .	32.850
— 5. — Service Météorologique . . . . .	650
— 6. — Service des Travaux Publics . . . . .	4.365
— 7. — Navigation aérienne . . . . .	465

Total du chapitre 19 . . . . . 39.120

Total section VII — Personnel . . . . . 288.947

Matériel . . . . . 39.120

328.067

## SECTION VIII

Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage  
et des Eaux et Forêts

## CHAPITRE 20

## Dépenses de personnel

Article 1. — Indemnités ministérielles et Hôtel . . . . .	2.300
— 2. — Cabinet . . . . .	3.609
— 3. — Indtés. de déplacement et missions . . . . .	2.800

Article 4. — Service de l'Agriculture . . .	49.248
— 5. — Service de l'Elevage . . .	24.489
— 6. — Service des Eaux et Forêts . . .	28.636
— 7. — Service du Conditionnement . . .	13.712
Total du chapitre 20 . . .	124.794

## CHAPITRE 21

## Dépenses de matériel

Article 1. — Hôtel du Ministre . . .	120
— 2. — Cabinet . . .	600
— 3. — Service de l'Agriculture . . .	6.595
— 4. — Service de l'élevage . . .	4.210
— 5. — Service des Eaux et Forêts . . .	6.850
— 6. — Service du Conditionnement . . .	640

Total du chapitre 21 . . . 19.015

## Récapitulation section VIII

## CHAPITRE 20

Chapitre 20 — Dépenses de personnel . . .	124.794
— 21 — Dépenses de matériel . . .	19.015

Total section VIII . . . 143.809

## SECTION IX

## Ministère de la santé publique

## CHAPITRE 22

## Dépenses de personnel

Article 1 — Indemnités ministérielles et Hôtel .	2.300
— 2 — Cabinet . . .	3.539
— 3 — Indemnités de déplacement et missions . . .	2.900
— 4 — Direction de la santé publique . . .	6.539
— 5 — Pharmacie d'approvisionnement . . .	8.475
— 6 — Assistance médicale . . .	191.336
— 7 — Service d'hygiène . . .	9.530
— 8 — Service de la lutte anti-palustre . . .	19.330
— 9 — Service d'hygiène mobile et de prophylaxie . . .	7.386
— 10 — Participation à différents plans d'opération . . .	4.252
— 11 — Inspection médicale des écoles . . .	1.884

Total du chapitre 22 . . . 257.471

## CHAPITRE 23

## Dépenses de matériel

Article 1 — Hôtel ministériel . . .	120
— 2 — Cabinet . . .	300
— 3 — Direction de la santé publique . . .	85.970
— 4 — Pharmacie d'approvisionnement . . .	680
— 5 — Assistance médicale . . .	15.680
— 6 — Service d'hygiène . . .	1.640

Article 7 — Service de la lutte anti-palustre . . .	1.825
— 8 — S.H.M.P. . . .	300
— 9 — Inspection mobile des écoles . . .	100

Total du chapitre 23 . . . 106.615

## Récapitulation section IX

Chapitre 22 — Dépenses de personnel . . .	257.471
— 23 — Dépenses de matériel . . .	106.615

Total section IX . . . 364.086

## SECTION X

## Ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique

## CHAPITRE 24

## Dépenses de personnel

Article 1 — Indemnités ministérielles et Hôtel . . .	2.300
— 2 — Cabinet . . .	2.585
— 3 — Indemnités de déplacement et missions . . .	330
— 4 — Personnel commun aux 4 Ministères . . .	541
— 5 — Service de la fonction publique . . .	6.279
— 6 — Service de l'inspection du travail . . .	2.230
— 7 — Service de la main d'œuvre . . .	1.261
— 8 — Service des affaires sociales . . .	12.160
— 9 — Ecole togolaise d'administration . . .	4.481
— 10 — Bibliothèque nationale . . .	1.528

Total du chapitre 24 . . . 33.695

## CHAPITRE 25

## Dépenses de matériel

Article 1 — Hôtel ministériel . . .	120
— 2 — Cabinet . . .	350
— 3 — Hôtel des 4 Ministères . . .	25
— 4 — Service de la fonction publique . . .	350
— 5 — Service de l'inspection du travail . . .	200
— 6 — Service de la main d'œuvre . . .	270
— 7 — Service des affaires sociales . . .	24.065
— 8 — Ecole togolaise d'administration . . .	400
— 9 — Bibliothèque nationale . . .	200

Total du chapitre 25 . . . 25.980

## Récapitulation section X

Chapitre 24 — Dépenses de personnel . . .	33.695
— 25 — Dépenses de matériel . . .	25.980

Total de la section X . . . 59.675

## SECTION XI

## Ministère de l'Education nationale

## CHAPITRE 26

## Dépenses de personnel

Article 1	— Indemnités ministérielles et Hôtel.	2.300
— 2	— Cabinet	3.067
— 3	— Indemnités déplacements et missions	800
— 4	— Direction de l'Enseignement	7.427
— 5	— Enseignement secondaire	45.541
— 6	— Cours Complémentaires	18.327
— 7	— Enseignement primaire	315.290
— 8	— Enseignement technique.	13.281
— 9	— Education physique	1.762
— 10	— Bureau Universitaire de statistiques	2.166
Total du chapitre 26.		409.961

## CHAPITRE 27

## Dépenses de matériel

Article 1	— Hôtel ministériel	120
— 2	— Cabinet	300
— 3	— Direction de l'enseignement	800
— 4	— Lycée Bonnacarrère.	1.000
— 5	— Collège de Sokodé.	800
— 6	— Ecole Normale d'Atakpamé.	700
— 7	— Enseignement primaire	11.000
— 8	— Enseignement technique (Sokodé)	2.000
— 9	— Education Physique et Sports	1.500
— 10	— Cours complémentaires Vogan, Lama-Kara, Palimé Bassari et Dapango	4.000
— 11	— Bureau Universitaire de Statistiques	200
Total du chapitre 27		22.420

## Récapitulation de la section XI

Chapitre 26	— Dépenses de personnel	409.961
— 27	— Dépenses de matériel	22.420

Total de la section XI . . . 432.381

## SECTION XII

## Dépenses diverses de personnel et de matériel

## CHAPITRE 28

## Dépenses communes de personnel

Article 1	— Frais de transport et remboursements divers à l'occasion de relèves et déplacements définitifs	15.000
-----------	--	--------

Article 2 — Frais de transport à l'occasion de missions à ou de l'étranger (à l'exception des stagiaires et boursiers).

12.000

— 3 — Frais d'hospitalisation au Togo et hors du Togo.

18.500

— 4 — Réaménagement de la fonction publique

P.M.

— 5 — Indemnités kilométriques

9.000

— 6 — Dépenses d'exercices clos.

P.M.

Total du chapitre 28 . . . 54.500

## CHAPITRE 29

## Dépenses communes de matériel

Article 1	— Fournitures de la régie des eaux de Lomé aux services dépendant du budget général.	3.700
— 2	— Enlèvement des ordures, entretien des puisards.	600
— 3	— Eclairage bâtiments administratifs	18.000
— 4	— Frais de correspondance, télégraphe, téléphone.	54.000
— 5	— Achats d'imprimés communs à plusieurs services.	1.400
— 6	— Achat mobilier	2.000
— 7	— Renouvellement du mobilier des hôtels ministériels	500
— 8	— Dépenses de matériel pour experts en mission au Togo.	3.000
— 9	— Achat de véhicules	20.000
— 10	— Entretien des véhicules.	45.000
— 11	— Location d'immeubles.	8.500
— 12	— Réception personnalités officielles.	3.000
— 13	— Dépenses imprévues	P.M.

Total du chapitre 29. . . 159.700

## CHAPITRE 30

## Dépenses diverses

Article 1	— Pertes de fonds et de matériel	P.M.
— 2	— Honoraires d'avocats et experts	200
— 3	— Remboursement de droits indûment perçus	9.000
— 4	— Remise de pénalités.	50
— 5	— Opérations de recherches, de sauvetage.	P.M.
— 6	— Dépenses imprévues.	5.000
— 7	— Avances pour achats de véhicules aux députés et fonctionnaires.	P.M.

Article 8 — Augmentation de capital Crédit Togo (4 <sup>e</sup> quart)	6.250
— 9 — Magasinage, transport et distribution des vivres américains.	1.000
Total du chapitre 30.	21.500

#### Récapitulation de la section XII

Chapitre 28 — Dépenses communes de personnel.	54.500
— 29 — Dépenses communes de matériel	159.700
— 30 — Dépenses diverses.	21.500
Total de la section XII.	235.700
Total du titre III	2.594.878

### TITRE IV

#### Intervention de l'Etat

#### CHAPITRE 31

##### Entretien des bâtiments et grosses réparations

Article 1 — Bâtiments de la capitale.	20.300
— 2 — Bâtiments des circonscripti- ons.	35.400
— 3 — Aménagement, entretien des jardins et haies des logements de la capita- le.	3.500
Total du chapitre 31.	59.200

#### CHAPITRE 32

##### Entretien routes, ponts, aérodromes.

Article 1 — Matériel routier.	14.700
— 2 — Entretien et grosses répa- rations des routes.	87.207
— 3 — Entretien des ponts.	16.900
— 4 — Entretien des aérodromes.	9.400
Total du chapitre 32.	128.207

#### CHAPITRE 33

##### Contributions diverses.

Article 1 — Versement patronal à la caisse de compensation des prestations fami- liales.	18.000
— 2 — Contribution au budget d'organismes togolais.	117.000
— 3 — Contribution au fonction- nement d'organismes étrangers ou interna- tionaux.	22.920

Article 4 — Contribution à des tra- vaux réalisés par des organismes étrangers ou internationaux	87.773
Total du chapitre 33.	245.693

#### CHAPITRE 34

##### Reversements

Article 1 — Chambre de commerce du Togo	8.000
— 2 — Part revenant aux commu- nes sur le produit de la vi- gnette 30 o/o	4.000
— 3 — Ristournes aux circonscrip- tions patentes et licences (25 o/o) taxe d'abattage (50 o/o)	3.300
— 4 — Fonds routier du Togo	32.000
— 5 — Reversement des centimes addit.	25.000
— 6 — Reversement de la taxe phy- tosanitaire	8.000
Total du chapitre 34	80.300

#### CHAPITRE 35

##### Subventions

Article 1 — Subvention au budget du CFT et du wharf	P.M.
— 2 — Subvention au budget d'é- quipement	95.000
— 3 — Subvention à l'enseignement libre	115.000
— 4 — Sociétés sportives, artistiques et musicales	1.000
— 5 — Autres organismes et œu- vres	1.000
Total du chapitre 35	212.000

#### CHAPITRE 36

##### Bourses et stages

Article 1 — Bourses dans les établis- sements togolais	39.340
— 2 — Bourses en France	34.594
— 3 — Bourses en Afrique	9.118
— 4 — Bourses à l'étranger	1.000
— 5 — Frais de transport des bour- siers	700
— 6 — Stages de perfectionnement à l'étranger	4.465
Total du chapitre 36	89.217

#### CHAPITRE 37

##### Secours

Article 1 — Allocation aux enfants indi- gents, infirmes et vieillards	500
— 2 — Secours scolaires, aides sco- laires ou prêts d'honneur	500
— 3 — Secours individuels tempo- raires	800
— 4 — Secours exceptionnels et re- constitution du cheptel en cas d'épizootie	3.000

Article 5 — Secours d'urgence aux victimes des calamités publiques . . . . .	800
Total du chapitre 37 . . . . .	5.600

## CHAPITRE 38

*Dépenses d'ordre*

Article 1 — Apurement des exercices antérieurs . . . . .	P.M.
— 2 — Approvisionnement des comptes sur Fonds réservés . . . . .	P.M.
— 3 — Dépenses d'ordre diverses . . . . .	P.M.
Total du chapitre 38 . . . . .	P.M.
Total du titre IV . . . . .	820.217

*Récapitulation des dépenses de fonctionnement du budget général*

Titre I — Dette publique . . . . .	134.798
Titre II — Pouvoirs publics (Assemblée Nationale) . . . . .	83.266
Titre III — Fonctionnement des Ministères et services . . . . .	2.594.878
Titre IV — Interventions de l'Etat . . . . .	820.217
Total des dépenses . . . . .	3.633.159

## ETAT C

*Budget des chemins de fer et du wharf du Togo*

## Recettes

## Division 1 — Réseau Ferré

## PARAGRAPHE I

## Transports du commerce

1o) — Voyageurs	
1 — Voyageurs . . . . .	188.000.000
2 — Perception supplémentaire . . . . .	700.000
3 — Bagages . . . . .	13.000.000
4 — Tickets de quai . . . . .	3.000.000
	204.700.000

## 2o) — Marchandises G. V.

5 — Marchandises « Grande Vitesse » . . . . .	6.200.000
---	-----------

## 3o) — Marchandises P. V.

6 — Marchandises « Petite Vitesse » . . . . .	50.000.000
7 — Magasinage . . . . .	2.800.000
8 — Voies urbaines . . . . .	6.000.000
	58.800.000

*Récapitulation du paragraphe I*

## Transports du commerce

Voyageurs . . . . .	204.700.000
Marchandises G. V. . . . .	6.200.000
Marchandises P. V. . . . .	58.800.000
Total du paragraphe I . . . . .	269.700.000

## PARAGRAPHE II

## Transports administratifs

9 — Voyageurs . . . . .	7.000.000
10 — Bagages . . . . .	4.000.000
	11.000.000

## 2o) — Marchandises G. V.

11 — Marchandises grande vitesse . . . . .	200.000
12 — Transports postaux . . . . .	1.400.000
	1.600.000

## 3o) — Marchandises P. V.

13 — Marchandises petite vitesse . . . . .	2.800.000
14 — Voies urbaines . . . . .	50.000
	2.850.000

*Récapitulation du paragraphe II*

## Transports administratifs

Voyageurs et bagages . . . . .	11.000.000
Marchandises G. V. . . . .	1.600.000
Marchandises P. V. . . . .	2.850.000

## Total du paragraphe II

15.450.000

## PARAGRAPHE III

## Recettes hors trafic

## 1o) — Recettes des cessions

15 — Produits nets des cessions aux particuliers . . . . .	3.500.000
16 — Produits nets des cessions aux services publics autres que le réseau des CFT . . . . .	300.000
	3.800.000

## 2o) — Recettes diverses

17 — Recettes à différents titres — retenues de logements — eau — diverses . . . . .	1.500.000
18 — Droits de timbre perçus pour le budget général . . . . .	2.000.000
19 — Vente de véhicules . . . . .	—
20 — Vente de ferrailles . . . . .	1.500.000
21 — Recettes de la police spéciale . . . . .	50.000
22 — Retenues pour frais d'hospitalisation . . . . .	1.660.000
	6.710.000

*Récapitulation du paragraphe III*

## Recettes hors trafic

Recettes de cessions . . . . .	3.800.000
Recettes diverses . . . . .	6.710.000

## Total du paragraphe III

10.510.000

## PARAGRAPHE IV

*Recettes des exercices antérieurs*

23 — Recettes trafic . . . . .	1.980.000
24 — Recettes hors trafic . . . . .	1.000.000

## Total du paragraphe IV

2.980.000

*Récapitulation de la division I**Réseau Ferré*

1 — Transports du commerce . . .	269.700.000
2 — Transports administratifs . . .	15.450.000
3 — Recettes hors trafic . . . . .	10.510.000
4 — Recettes des exercices antérieurs .	2.980.000

Total de la division I . . . . . 298.640.000

*Division II — Wharf et Phare*

## PARAGRAPHE I

## Transports du commerce

25 — Voyageurs et bagages . . . . .	3.400.000
26 — Marchandises à l'importation . .	126.000.000
27 — Marchandises à l'exportation . .	37.000.000
28 — Location outillage . . . . .	20.000.000
29 — Droits de phare . . . . .	7.500.000

Total du paragraphe I . . . . . 193.900.000

## PARAGRAPHE II

## Transports administratifs

30 — Voyageurs et bagages . . . . .	60.000
31 — Marchandises à l'importation . .	1.200.000
32 — Marchandises à l'exportation . . .	10.000

Total du paragraphe II . . . . . 1.270.000

## PARAGRAPHE III

## Recettes hors trafic

33 — Produits nets des cessions aux particuliers . . . . .	50.000
34 — Produits nets des cessions aux services publics autres que le réseau des CFT et Wharf . . . . .	70.000
35 — Taxe de magasinage . . . . .	10.000.000
36 — Courrier postal . . . . .	160.000
37 — Recettes diverses . . . . .	250.000

Total du paragraphe III . . . . . 10.530.000

## PARAGRAPHE IV

## Recettes des exercices antérieurs

38 — Recettes de trafic . . . . .	90.000
39 — Recettes hors trafic . . . . .	—

Total du paragraphe IV . . . . . 90.000

*Récapitulation de la division II*

## Wharf et Phare

1 — Transports du commerce . . . . .	193.900.000
2 — Transports administratifs . . . . .	1.270.000
3 — Recettes hors trafic . . . . .	10.530.000
4 — Recettes des exercices antérieurs . .	90.000

Total de la division II . . . . . 205.790.000

*Division III — Recettes exceptionnelles*

40 — Versement des fonds de renouvellement . . . . .	2.000.000
41 — Subvention du budget général . . .	—

Total de la division III . . . . . 2.000.000

*Division IV — Recettes d'ordre*

42 — Contre-valeur du prix de revient des cessions consenties aux particuliers . . .	P.M.
43 — Contre-valeur du prix de revient des cessions aux services publics autres que le Réseau des CFT et Wharf . . . . .	P.M.
44 — Contre-valeur du prix de revient des cessions entre Services du Réseau des CFT . . . . .	P.M.
45 — Autres recettes d'ordre . . . . .	P.M.

*Récapitulation générale*

Division I — Réseau ferré . . . . .	298.640.000
Division II — Wharf et phare . . . . .	205.790.000
Division III — Recettes exceptionnelles .	2.000.000
Division IV — Recettes d'ordre . . . . .	—

Total général . . . . . 506.430.000

## ETAT D

*Budget annexe des Chemins de Fer et du Wharf*  
(exercice 1963)

## DEPENSES

*Division I — Dépenses de personnel*

Chapitre premier — Personnel	
Article 1. — Services généraux . . . . .	20.749.000
— 2. — Service de l'Exploitation . . . . .	63.010.000
— 3. — Service des Voies et Bâtiments . . . . .	86.717.000
— 4. — Service Matériel et Trac-tion . . . . .	74.621.000
— 5. — Wharf et Phare . . . . .	67.063.000

Total du chapitre I . . . . . 312.160.000

## CHAPITRE II

*Dépenses communes de personnel*

Article 1. — Allocations, primes et indemnités . . . . .	4.160.000
— 2. — Salaire personnel temporaire . . . . .	11.131.000
— 3. — Main-d'œuvre supplémentaire . . . . .	500.000
— 4. — Heures supplémentaires . . . . .	10.900.000
— 5. — Frais divers de personnel (frais mission, transport et stage) . . . . .	2.100.000
— 6. — Charges sociales et fiscales . . . . .	13.775.000
— 7. — Dépenses exercice clos . . . . .	—

Total du chapitre II . . . . . 42.566.000



*Récapitulation division I*

Chapitre I — Dépenses de personnel . . . . .	312.160.000
Chapitre II — Dépenses communes de personnel . . . . .	42.566.000
Total division I . . . . .	<u>354.726.000</u>

## CHAPITRE III — MATERIEL

*Division II — Dépenses de Matériel*

Article 1 — Services Généraux . . . . .	575.000
— 2. — Service de l'Exploitation . . . . .	513.000
— 3. — Service Voie et Bâtiments . . . . .	9.110.000
— 4. — Service Matériel et Traction . . . . .	13.195.000
— 5. — Wharf et Phare . . . . .	4.234.000
Total du chapitre 3 . . . . .	<u>27.627.000</u>

## CHAPITRE 4

*Dépenses communes de Matériel*

Article 1. — Fournitures de la Régie des eaux . . . . .	1.000.000
— 2. — Fournitures de courant électrique . . . . .	6.300.000
— 3. — Frais des P.T.T. . . . .	1.500.000
— 4. — Habillement et équipement des agents . . . . .	490.000
— 5. — Fournitures et Matériel du Secrétariat . . . . .	5.300.000
— 6. — Fournitures techniques diverses . . . . .	56.310.000
— 7. — Dépenses d'exercice clos . . . . .	—
Total du chapitre 4 . . . . .	<u>70.900.000</u>

## CHAPITRE 5

*Travaux neufs et grosses réparations*

Article 1. — Service Matériel et Traction . . . . .	—
— 2. — Service Exploitation . . . . .	—
— 3. — Service Voie et Bâtiments . . . . .	7.420.000
— 4. — Service du Wharf et Phare . . . . .	3.500.000
Total du chapitre 5 . . . . .	<u>10.920.000</u>

*Récapitulation division II*

Chapitre 3 — Dépenses de matériel des Services . . . . .	27.627.000
— 4 — Dépenses communes de Matériel . . . . .	70.900.000
— 5 — Travaux neufs et grosses réparations . . . . .	10.920.000
Total division II . . . . .	<u>109.447.000</u>

*Division III — Dépenses diverses*

## CHAPITRE 6

*Dépenses diverses*

Article 1. — Contribution à des dépenses du budget annexe des CFT (annuités CCCE et allocations viagères) . . . . .	7.000.000
— 2. — Application Convention OFFEROM . . . . .	500.000
— 3. — Versement du produit des timbres perçu . . . . .	2.000.000
— 4. — Honoraires aux avocats et Experts . . . . .	200.000
— 5. — Indemnités pour dommages subis en cours de transport, frais procès . . . . .	600.000
— 6. — Remboursement avance de la Chambre de Commerce . . . . .	3.000.000
— 7. — Dépenses imprévues . . . . .	1.000.000
Total du chapitre 6 . . . . .	<u>14.300.000</u>

*Division IV — Dépenses exceptionnelles*

## CHAPITRE 7

*Emploi du versement du fonds de renouvellement*

Article I — Achat de matériel et pièces rechange . . . . .	<u>2.000.000</u>
--	------------------

*Division V*

## CHAPITRE 8

*Reversement excédent des recettes*

Article I — Versement au fonds de renouvellement de l'excédent des recettes . . . . .	<u>25.957.000</u>
---	-------------------

## CHAPITRE 9

Article I — Versement au fonds de roulement pour reconstitution ou augmentation de la dotation du fonds de roulement . . . . .	P.M.
--	------

*Récapitulation de la division V*

Chapitre 8 — Versement au fonds de renouvellement . . . . .	<u>25.957.000</u>
---	-------------------

*Division VI*

Chapitre 10 — Dépenses d'ordre . . . . .	P.M.
--	------

*Récapitulation générale des dépenses*

Division I — Dépenses de personnel . . . . .	354.726.000
— II — Dépenses de matériel . . . . .	109.447.000
— III — Dépenses diverses . . . . .	14.300.000
— IV — Dépenses exceptionnelles . . . . .	2.000.000
— V — Reversement excédent des recettes . . . . .	25.957.000
— VI — Dépenses d'ordre . . . . .	—
Total général . . . . .	<u>506.430.000</u>

## ETAT « E »

## Ressources et plafonds de crédits des comptes spéciaux

Pour l'Année 1963 (En francs)

Désignation des comptes	Ressources	Plafonds de crédits	Excédents des ressources
Caisse de réserve en numéraire . . . . .	5.250	5.250	
Amendes à répartir . . . . .	3.000.000	3.000.000	
Frais de poursuites . . . . .	600.000	600.000	
Produits divers provenant de redevances . . . . .	20.000.000	20.000.000	
Fonds spécial de prévoyance . . . . .	24.900.000	24.900.000	
Fonds de soutien de la C.C.P.F.T. . . . .	133.200.000	25.000.000	108.200.000
Fonds routiers . . . . .	63.800.000	63.800.000	
Services techniques : renouvellement . . . . .	7.000.000	7.000.000	
Fonds de renouvellement C.F.T. . . . .	28.648.836	2.000.000	26.648.836
Compte d'avances au personnel de l'Etat . . . . .	5.000.000	5.000.000	
Fonds de protection des cultures . . . . .	21.500.000	13.000.000	8.500.000
Participation de l'Etat à des réalisations effectuées sur Fonds d'Aide extérieure . . . . .	246.066.791	246.066.791	
Fonds d'approvisionnement en matériel et produits phytosanitaires destinés à l'agriculture . . . . .	2.000.000	2.000.000	
Utilisation en recettes et dépenses des ressources provenant des intérêts dus et de dépôts du Trésor togolais à la B.C.E.A.O. . . . .	24.800.000	24.800.000	
Avances sans intérêts à la Société Astra . . . . .	30.000.000	30.000.000	
Fonds de soutien de la production du café . . . . .	2.965.427	2.965.427	
Soutien d'équipement de la production locale . . . . .	2.136.209	2.136.209	
	615.622.513	472.273.677	143.348.836

## ETAT « G »

Echéancier prévisionnel des paiements accordés en 1963 au titre des conventions de financement du Fonds d'Aide et de Coopération n° 39/C/61/P.

## CONVENTION n° 39/C/61/P

Projets n°s	Désignation des projets	Montant total de chaque projet	Crédits de paiement 1963
180	Etude conservation et commercialisation du maïs . . . . .	10.000.000	4.400.000
	CONVENTION n° 6/C/61/P		
6	Enquête démographique par sondage . . . . .	29.500.000	500.000
7 a)	Protection et régénération de la cocoteraie . . . . .	31.350.000	2.790.000
C2	Mise en valeur régionale de la région Dapango . . . . .	99.900.000	4.100.000
C3	Participation aménagement Mont Korogan . . . . .	15.850.000	4.150.000 (1)
9	Abattoir Bassari . . . . .	13.400.000	1.650.000
10	Equipement ferroviaire . . . . .	90.000.000	3.350.000
11	Infrastructure routière . . . . .	161.500.000	9.850.000
	CONVENTION n° 2/C/62/P		
11	Achèvement route Blitta — Sokodé . . . . .	27.000.000	5.500.000
	Total général . . . . .	478.500.000	36.290.000



Ministères et services	Fonctionnaires						Contractuels et permanents		TOTAL
	A.T.F.	A 1	A 2	B	C	D	C	P	
MINISTERE DE LA JUSTICE									
Cabinet	—	—	—	—	1	—	—	2	3
Cour suprême	2	—	—	—	2	1	—	—	5
Cour d'appel	4	—	—	1	2	1	2	5	15
T.D.M.	8	6	—	7	4	3	1	50	79
T.C. 1 <sup>o</sup> instance	—	—	—	7	—	2	—	17	26
									128
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS,									
Cabinet	—	—	—	2	2	3	—	8	15
Mines	1	—	1	1	—	—	—	7	10
Postes et télécommunications	6	—	7	22	49	106	2	170	362
Météo	3	1	2	2	18	22	—	21	69
T.P.	11	1	5	16	43	122	13	110	—
Navig. Aér.	3	—	—	2	5	4	—	24	38
									815
MINISTERE DE L'AGRICULTURE									
Cabinet	—	—	1	1	—	2	—	7	11
Service agriculture	4	4	5	6	49	10	3	70	151
Elevage	1	3	—	12	1	24	—	43	84
Pêche	—	—	—	—	2	—	—	12	14
Eaux et Forêts	2	—	5	2	21	30	—	40	100
Conditionnement	—	—	1	—	—	—	—	70	71
									431
MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE									
Cabinet	—	1	—	—	1	1	—	6	9
Direction	—	1	—	2	1	3	—	10	18
Pharmacie d'app.	—	2	—	2	2	5	1	19	30
A.M.A.	—	18	—	79	164	86	23	233	603
Sec. hygiène	—	—	—	—	17	6	—	26	49
Lutte antipalustre	—	1	—	2	—	8	—	214	225
S.H.M.P.	—	—	—	2	6	4	—	23	35
Plans opér.	—	—	—	—	9	—	—	15	24
I.M.E.	—	1	—	1	—	—	—	1	3
									996
MINISTERE DU TRAVAIL, AFFAIRES SOCIALES ET FONCTION PUBLIQUE									
Cabinet	—	—	—	1	1	—	—	9	11
Personnel 4 Ministères	—	—	—	—	—	—	—	5	5
Sec. fonction publ.	—	—	—	2	5	3	—	7	17
Inspection travail	—	—	—	—	—	1	3	3	7
Main d'œuvre	—	—	—	—	—	—	—	—	7
Sec. affaires sociales	—	—	—	1	—	—	5	76	82
Ecole togolaise d'adm.	2	—	—	—	—	—	1	3	6
Bibliothèque nat.	—	—	—	1	—	—	—	3	4
									139
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE									
Cabinet	—	—	—	1	2	1	—	4	8
Direction	—	—	—	3	4	2	—	8	18
Enseignement second.	1	—	—	10	5	—	7	47	110
C.C.	31	—	10	14	26	—	—	8	48
Enseignement primaire	—	—	—	60	422	247	1	253	988
Enseignement technique	5	—	—	5	—	—	—	16	34
Educ. phy. et Sport	7	—	—	—	—	—	2	2	4
B.U.S.	1	—	—	2	—	—	—	2	5
									1.215
Total général									6.255

## II — BUDGET ANNEXE DU RESEAU DES CHEMINS DE FER

Services	Assistance technique	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie D	Contractuels	Permanents	TOTAL
Service généraux . . . . .	2	5	6	9	1	51	74
Service exploitation . . . . .	1	4	31	29	1	203	269
Service voie et bâtiments . . . . .	2	4	35	39	1	376	457
Service matériel et traction . . . . .	2	3	38	54	2	192	291
Service wharf et phare . . . . .	2	—	32	7	1	350	392
	9	16	142	138	6	1.172	1.483

# ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

### PRESIDENCE DU GOUVERNEMENT

#### Congé

N° 62-159 du 19/12/62 — Un congé de trente jours, valable du 5 janvier au 4 février 1963 inclus, est accordé à M. Paul Amegee, Ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications.

M. Paul Amegee est autorisé à se rendre au Nigéria au cours de son congé.

Pendant l'absence de M. Amegee, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Paulin Akouété, Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

**ARRETE N° 150/PR/MFAE/AE du 28 décembre 1962 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat, les prix à payer au producteur et les conditions d'intervention de la caisse de stabilisation pour la récolte d'arachide 1962-1963.**

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret n° 57-140 du 3 décembre 1957 portant création d'une caisse de stabilisation des prix de l'arachide ;

Vu l'arrêté n° 297 du 14 décembre 1959 fixant entre autres les conditions d'intervention de la caisse de stabilisation des prix de l'arachide ;

Sur le rapport du Ministre des finances et des affaires économiques et du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts,

#### **A R R E T E :**

Article premier. — La date d'ouverture de la campagne d'achat de l'arachide de la récolte 1962-1963 est fixée au 31 décembre 1962.

Art. 2. — Les prix d'achat au producteur des graines d'arachide décortiquées de ladite récolte sont fixés ainsi qu'il suit :

Zone d'achat	Marchés	Prix d'achat kg.
I	Tous marchés de la région des Savanes	25 francs.
II	Tous marchés de la région du Centre	26 francs.
III	Tous marchés de la région des Plateaux et de la région maritime	27 francs.

Art. 3. — Sont reconduites et demeurent applicables à la campagne 1962-1963 les dispositions des articles 3 à 9 inclus de l'arrêté 297/PM/MICEP susvisé fixant les conditions d'intervention de la caisse de stabilisation. La valeur CAF, résultant du prix d'achat fixé à l'article 2 ci-dessus est de 49.500 CFA.

Art. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* et affiché dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 28 décembre 1962

S. E. Olympio

#### ARACHIDES 1962-1963

Prix de campagne garanti	99.000 FM
Courtage et commission	
1,5 0/0 C.A.F. . . . .	1.485
Frais à l'arrivée (forfait)	700
Frêt . . . . .	8.700
Assurance 0,8 0/0 CAF + 20/0 . . . . .	808
Freinte de route 0,25 0/0 C.A.F. . . . .	248
Intérêts 6 0/0 — 1 mois	
FOB . . . . .	433
	12.374
Valeur FOB	86.626 FM
	43.313 CFA
Cotisation professionnelle	500
Commission exportateur	
2 0/0 FOB . . . . .	866

Taxe péage et phytosanitaire	225	
Transit — mise à bord	400	
Droit de sortie 8 % s/V.		
M. 36.000	2.880	
Conditionnement 0,5 % s/V.M. 36.000	180	
Wharf	625	
Phare et statistique	30	
T.F.R.T.T. 5,5 % s/FOB	2.382	
	8.088	
<b>Valeur Loco-Magasin Lomé</b>		<b>35.225 CFA</b>
Frais généraux 2,5 % V.L.M.	881	
Manutention — mise en magasin	300	
Emballage 13 x 100	1.300	
Amortissement Intérêts 6 % V.L.M. 4 mois	705	
Loyer-Magasin	150	
Déchets 0,5 % s/ VLM	176	
	3.512	
<b>Valeur nu-bascule Lomé</b>		<b>31.713 CFA</b>
Commission acheteur	700	
Transports Blitta — Lomé	2.100	
Manutention-Magasinage	350	
	3.150	
<b>Valeur Marché Blitta</b>		<b>28.563 CFA</b>
Sokodé : 80 km à 15 frs T/km — 1.200 Val.		
Marché		27.363 CFA
Bassari — Lama-Kara — 150 km à 15 frs T/km 2.250 Val. Marché		26.313 CFA
Dapango : 400 km à 15 frs T/km — 6.000 Val. Marché		22.563 CFA

ARRETE No 151/PR/MFAE/AE du 28-12-62 fixant la durée de la campagne et les conditions d'achat du coton de la récolte 1962 — 1963

#### LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu le décret no 58-114 du 30 décembre 1958 fixant les règles de commercialisation du coton ;

Sur le rapport du Ministre des finances et des affaires économiques et du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts,

#### ARRETE :

Article premier. — Sont fixées au 2 janvier 1963 la date d'ouverture et au 20 mai 1963 la date de clôture de la campagne d'achat du coton de la récolte 1961 — 1962.

Art. 2. — Le prix d'achat au producteur du coton de ladite récolte est fixé à 27 francs le kilogramme tous marchés.

Art. 3. — Les achats de coton seront effectués de façon exclusive,

— par la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles dans la zone de première multiplication (marché de Kodjocopé)

— par les commerçants propriétaires d'une usine d'égrenage dans la zone de deuxième multiplication comprenant d'une part les marchés situés dans le secteur de modernisation de l'Est-Mono, à savoir :

Yovocopé, Badjah, Sammacopé, Alabati, Welekecopé, Ayona, Ananicopé, Bretelleogou, Kossicopé, Akpanité, Amédéka, Landa, Lanhani, Simala, Laoutaya, Djokpé, Kondoun, Kemerida I, Kemerida II, Tchaou I, Tchaou II, Lama-Kara, Alicopé, Kako I, Sirka, Lassa, Kokodé, Lakougnohou, Logba, Yaka,

d'autre part, dans la vallée de l'Anié les marchés de : Pallakoko, Atowé, Toigbo, Akabavi, Akaba-gare, Akaba-plateau, Kpakouté, Dakrocossou, Soussoukparovi.

Des graines destinées à la troisième multiplication ayant été distribuées dans les villages de Tcharebaou, Tcharebaou-gare, Tcharéyadé, Soussoukparogan, Abossicopé, Djomakopé, Tchareyeloun, les sacs contenant le coton acheté dans ces villages seront marqués de la ficelle de couleur utilisée pour les sacs de la zone de troisième multiplication.

Art. 4. — Les achats de coton dans la zone de troisième multiplication (comprenant les marchés des circonscriptions de Nuatja, Atakpamé et Blitta, à l'exception de ceux cités à l'article 3 ci-dessus) ainsi que dans la zone de vulgarisation ne font l'objet d'aucune restriction.

Toutefois les cotons provenant de la zone de troisième multiplication emballés dans les sacs marqués d'une ficelle de couleur par le service de contrôle du conditionnement, seront égrenés en priorité ; les graines obtenues seront emmagasinées à part et tenues à la disposition du service de l'Agriculture ; elles ne pourront être éventuellement acheminées vers Lomé en vue d'être exportées qu'à l'issue des opérations de mise en place des graines nécessaires aux ensemencements de la récolte 1963 — 1964.

Art. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal officiel et affiché dans les bureaux des circonscriptions administratives intéressées, ainsi qu'à la Chambre de Commerce.

Lomé, le 28 décembre 1962

S. E. Olympio

#### Désignation de chef de canton

No 149/PR/INT du 21-12-62. — Est reconnue la désignation coutumière en qualité de chef du canton de Tchamba (circonscription de Sokodé), de M. Samari Aleya, en remplacement de M. Abdoulaye Titikpina, destitué.

M. Samari Aleya aura droit, en cette qualité, à une indemnité annuelle de 90.000 francs.

Cette dépense est imputable au budget général, exercice 1962, chapitre 12, article 6.

#### SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INFORMATION, DE LA PRESSE ET DE LA RADIODIFFUSION

#### Affectations

No 29-D/SEP/INFO du 28-12-62. — M. Ignace Daboni, employé de bureau 6<sup>e</sup> cat. échelle A., précédemment en service à Atakpamé, est affecté à Palimé en qualité de chef du Centre Régional d'Information.



M. Raphaël Ata, employé de bureau 6<sup>e</sup> cat. échelle A., précédemment en service à Palimé, est affecté à la Direction du Service de l'Information à Lomé.

M. Totékpomawu Ajavon, employé de bureau 6<sup>e</sup> cat. échelle A., en service à Lomé, est nommé chef du Centre Régional d'Information à Atakpamé, en remplacement de M. Ignace Daboni appelé à d'autres fonctions.

Leur salaire reste imputable au budget général du Togo, chapitre 12, article 10.

La présente décision prend effet du 15 décembre 1962.

## MINISTERE DE LA JUSTICE

### Mutations

N° 36/D/MJ du 21-12-62. — Les fonctionnaires et agents ci-après désignés reçoivent les affectations suivantes :

#### *Au Tribunal de Droit Moderne d'Atakpamé*

(Budget général : chap. 16 — art. 6)

M. Sossah Paul, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon en service à la Cour d'Appel.

#### *A la Cour d'Appel*

(Budget général : chap. 16 — art. 5)

M. Nayo Raphaël, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie, échelle A, en service au Tribunal de Droit Moderne d'Atakpamé.

#### *Au Tribunal de Droit Moderne de Sokodé*

(Budget général : chap. 16 — art. 6)

M. Edarh Jean, commis d'administration principal 2<sup>e</sup> échelon, en service au Tribunal Coutumier d'Anécho.

#### *Au Tribunal Coutumier d'Anécho*

(Budget général : chap. 16 — art. 7)

M. Bossou Norbert, agent permanent hors catégorie, en service au Tribunal de Droit Moderne de Sokodé.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

## MINISTERE DE L'INTERIEUR

### Annulations et ouvertures de crédits

N° 44/INT/MFAE/MF du 15-12-62. — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1962 ;

#### *Chapitre II — Sce. d'action régionale (personnel)*

Art. 2 — Salaire du personnel non titulaire. 225.000

— 3 — Indemnités, gratifications et remboursement de frais . . . . . 80.000

— 6 — Primes aux agents de l'état-civil 113.600

#### *Chapitre III — Service d'action régionale (matériel)*

Art. 3 — Achat et entretien du mobilier de bureau . . . . . 10.000

— 5 — Frais postaux. . . . . 10.000

#### *Chapitre VII — Services sociaux (Pers.)*

Art. 1 — Enseignement et sports. . . . . 25.000

— 3 — Dispensaires. . . . . 175.000

#### *Chapitre VIII — Services sociaux (Matériel)*

Art. 3 — Dispensaires. . . . . 50.000

#### *Chapitre X — Dépenses diverses*

Art. 6 — Versement au budget général des retenues de taxe progressive. 50.000

#### *Chapitre XII — Autres dépenses extraordinaires*

Art. 1 — Acquisitions. . . . . 150.000

888.600

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Dapango, exercice 1962.

#### *Chapitre III — Service d'action rég. (Mat.)*

Art. 2 — Frais de bureau. . . . . 100.000

— 4 — Moyens de transport. . . . . 150.000

— 7 — Eclairage des bâtiments de la circonscription. . . . . 82.300

#### *Chapitre IV — Service des travaux régionaux (Personnel)*

Art. 2 — Traitement du personnel titulaire 90.000

#### *Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien*

Art. 1 — Entretien des routes et ponts. . 125.000

— 3 — Entretien et réparation des bâtiments à la charge de la circonscription. . . . . 131.300

Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules du service des travaux régionaux. . . . . 150.000

#### *Chapitre X — Dépenses diverses*

Art. 5 — Cotisations à la CCPFT. . . . . 60.000

888.600

N° 98/INT du 20-12-62. — Est approuvée l'annulation de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Tsévié, exercice 1962.

#### *Chapitre II. — Sce. d'action munic. (Personnel)*

Article 3. — Indemnités, gratifications et remboursement de frais . . . . . 40.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune de Tsévié, exercice 1962.

#### *Chapitre II. — Sce. d'action munic. (Personnel)*

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs-contrôleurs de recettes municipales. . . . . 20.000

*Chapitre V. Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien (Matériel)*

Article 6 — Entretien et fonctionnement des véhicules municipaux . . . . . 20.000

40.000

N° 100/INT du 22/12/62. — Est approuvée l'annulation de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1962.

*Chapitre II. — Service d'administration régionale (Pers.)*

Article 3 — Indemnité, gratifications et remboursement de frais . . . . . 51.740

Est approuvée l'ouverture de crédit aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1962.

*Chapitre III — Service d'administration régionale (Mat.)*

Article 1. — Frais d'imprimés et abonnements à diverses publications administratives. . . . . 51.740

**Nominations - Affectations**

N° 139/D/INT. du 18/12/62. — M. Gnoronfou Jules, commis dactylographe permanent 2<sup>e</sup> catégorie, échelle A, en service au Ministère de l'Intérieur à Lomé, est affecté à la circonscription administrative de Lama-Kara.

Le salaire de l'intéressé sera imputable au chapitre 12, article 5 du budget général.

Mlle. Byll Cataria Marie-Madeleine, commis dactylographe permanent 2<sup>e</sup> catégorie, échelle A, en service à la direction de la sûreté nationale à Lomé, est affectée au Ministère de l'Intérieur, en remplacement numérique de M. Gnoronfou Jules, appelé à d'autres fonctions.

Le salaire de l'intéressée sera imputable au chapitre 12, article 4 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 140/D/INT. du 18/12/62. — Les fonctionnaires de la police dont les noms suivent, reçoivent les affectations suivantes :

*A la direction de la sûreté nationale*

(Section identité judiciaire)

M. Soglo Paul, officier de police adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat de police du 2<sup>e</sup> arrondissement.

*Au commissariat de 2<sup>e</sup> arrondissement de Lomé*

M. Amuzu Gabriel, officier de police adjoint de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat central de police, est nommé adjoint au commissaire de police du 2<sup>e</sup> arrondissement de Lomé.

*Au commissariat de 1<sup>er</sup> arrondissement de Lomé*

M. Morouma Gabriel, officier de police de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat central de Lomé, est nommé adjoint au commissaire de police du 1<sup>er</sup> arrondissement de Lomé.

*Au commissariat de police de Bassari*

M. Ayih Alfred, officier de police adjoint de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, en service au commissariat de 1<sup>er</sup> arrondissement de Lomé, est nommé commissaire de police de Bassari.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 141/D/INT. du 18/12/62. — M. Mebounou Michel, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle, en service à la direction de la sûreté nationale, est remis à la disposition du Ministre de la fonction publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 142/D/INT. du 18/12/62. — M. Dokoe Ehofia Daniel, gardien de la paix permanent 2<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à la direction de la sûreté nationale, est nommé chef du service du matériel, comptable et billeteur du service de la sûreté nationale et de la police, en remplacement de M. Mebounou Michel appelé à d'autres fonctions.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 97/INT. du 19/12/62. — Sont nommés présidents des commissions municipales de jugement des communes ci-après désignées, les personnes dont les noms suivent :

*Commune de Lomé* : M. Gilbert Grunitzky, administrateur civil.

*Commune d'Anécho* : M. Tétévi Charles, agent spécial.

*Commune de Tsévié* : M. Akogo Laurent, secrétaire de mairie.

*Commune de Sokodé* : M. Amevor Pierre, contrôleur des P.T.T.

*Commune d'Atakpamé* : M. Kouéviakoué James commis d'administration.

*Commune de Palimé* : Awute Gédéon, instituteur.

*Commune de Bassari* : M. Battah Alexandre, cis. des SAFC.

Sont nommés présidents des commissions de jugement des circonscriptions ci-après désignées, les personnes dont les noms suivent :

*Circonscription de Lomé* : M. Atsou Jean Agbovor, adjt. administratif.

*Circonscription d'Anécho* : M. Placca Chrysostome.

*Circonscription de Tabligbo* : M. Nyadzogbe Christian, adjt. au chef de circonscription.

*Circonscription de Klouto* : M. Kpetsu Emmanuel.

*Circonscription de Tsévié* : M. Dovi Jacob.

*Circonscription de Nuatja* : M. Gayibor Joseph,

*Circonscription d'Atakpamé* : M. Akouété Léonard, adjt. au chef de circonscription.

*Circonscription d'Akposso* : M. Legba Amoussou.

*Circonscription de Sokodé* : M. Adorgloh Raphaël, chef de circonscription p. i.

*Circonscription de Bassari* : M. Naoto Nicolas, adjt. administratif.

*Circonscription de Bajilo* : M. N'Guissan François, chef de circonscription.

*Circonscription de Lama-Kara* : M. Bodjona Ambroise, secrétaire au chef de circonscription.

*Circonscription de Pagouda* : M. Afidégnon Eusèbe, chef de circonscription.

*Circonscription de Niamtougou* : M. Boutako Pascal, adjt. au chef de circonscription.

*Circonscription de Kandé* : M. Aziglossou Emile, chef de circonscription.

*Circonscription de Mango* : M. Mensah Roger, chef de circonscription.

*Circonscription de Dapango* : M. Yempapou Yacouba, adjoint au chef de circonscription.

Le présent arrêté sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République togolaise et affiché dans les mairies et les bureaux des circonscriptions administratives et des postes et télécommunications du territoire.

#### Engagements

N° 96/INT/GT. du 18/12/62. — Sont engagés en qualité d'élèves-gardes dans le corps de la garde togolaise pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1962 et affectés le dit jour au centre d'instruction de Lomé, les candidats dont les noms suivent :

Itchiblitche Kossi	Hounon Kossi	} en complément d'effectif
Kalawa Nadougou	Alassani Aliou	
Daga Kodjovi	Koffi Sossouvi	
Adobolo Victor	Adjassihoun Kossi	
Kpamba Hilaire	Akabou Christophe	
Komlan Kodjo	Amadou Alassani	
Douti Soukoulou Gbaqué	Amona Gabriel	

Les intéressés effectueront un stage d'une durée d'un an à salaire mensuel fixe de six mille francs. Leur traitement sera imputé au chapitre 12, article 8 du budget général du Togo.

#### Libération conditionnelle

N° 99/INT du 21/12/62. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé au nommé Edoh Kossi dit Agnigba, détenu à la prison civile de Tsévié, né en 1927 à Tsévié, fils de Edoh Akogo et de feu Massan Agbessi, chauffeur, demeurant à Tsévié, condamné :

1°/ — pour coups et violences à agent de la force publique à 6 mois d'emprisonnement par jugement en date du 23 janvier 1960 du tribunal supérieur d'appel du Togo.

2°/ — pour coups et blessures volontaires à un 1 an d'emprisonnement par jugement en date du 5 juillet 1961 du tribunal correctionnel de Lomé.

Le nommé Edoh Kossi Agnigba est astreint à la résidence obligatoire dans la circonscription de Tsévié jusqu'au 3 octobre 1963, date à laquelle expire sa peine de prison.

L'intéressé ne pourra quitter sa résidence obligatoire que sur autorisation spéciale du chef de circonscription de Tsévié.

Les infractions aux prescriptions de l'article 2 du présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Le chef de circonscription de Tsévié et le directeur de la sûreté nationale de la République togolaise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

#### Interdictions de séjour

N° 95/INT. du 15/12/62. — Le séjour sur toute l'étendue de la République togolaise est interdit pour une période de cinq ans à compter du 14 décembre 1962, date de leur libération, aux personnes ci-après désignées :

a — Oumorou Soumana, détenu à la prison civile de Lama-Kara, né vers 1933 à Gaté (République du Niger), fils de Oumorou et de Dari, manœuvre à Accra (Ghana), condamné pour vols à 4 ans d'emprisonnement et *cinq ans d'interdiction de séjour* par arrêt de la cour d'assises du Togo en date du 9 janvier 1960 — FD. 11.522/22.222.

b — Mohama Garba, détenu à la prison civile de Lama-Kara, né vers 1928 à Gaya (République du Niger), fils de Mohama et de Rabi, revendeur, condamné pour vols à quatre ans d'emprisonnement et *cinq ans d'interdiction de séjour* par arrêt de la cour d'assises du Togo en date du 9 janvier 1960 — FD 13.111/22.222.

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Les chefs de circonscription et le directeur de la sûreté nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

#### Augmentation de la caisse d'avance du C.N.H. de Lomé

N° 278/MFAE du 13-12-62. — L'avance renouvelable consentie au régisseur de la caisse d'avance de menues dépenses du Centre National Hospitalier de Lomé est portée à 800.000 francs (huit cent mille francs).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

#### Membres de vérification d'encaisse

N° 550/D/MFAE/MF/FA du 22-12-62. — M. Bedou Benoît, administrateur civil, de 2<sup>e</sup> classe, chef du Service des Finances de la République togolaise est désigné pour vérifier la situation de la Caisse et le Porte-feuille de la Trésorerie du Togo, le 31 décembre 1962 après la clôture des opérations de la journée.

Sont désignés pour procéder le 31 décembre 1962 après la clôture des opérations de la journée à la vérification des encaisses :

*du receveur des Postes et Télécommunications*

M. Kouévi Kouassi, secrétaire d'administratin de 1<sup>re</sup> classe, chef de la Section de la Solde au Service des Finances.

*du receveur des Domaines et de l'Enregistrement*

M. Dosseh André Michel, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe en service au Ministère des Finances.

*de l'Agent Comptable intermédiaire du Service des Travaux Publics*

M. Anani François, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, chef de la Section de l'Ordonnancement au service des Finances.

*de la caisse centrale du Chemin de Fer*

M. Goëh Gabriel, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, du service des Travaux Publics.

*des agents spéciaux, agent intermédiaire de la subdivision de Lomé et gérants des bureaux des Postes et Téléphones.*

Les chefs de circonscriptions administratives.

Des procès-verbaux de vérification seront établis en triple exemplaire dans les formes réglementaires habituelles par les fonctionnaires désignés ci-dessus et transmis au Ministère des Finances et des Affaires Economiques (Service des Finances-Apurement).

**Nominations**

N° 546-D/MFAE du 19-12-62. — M. Denkey Ayi Antoine, secrétaire d'administration 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, mis à la disposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques par décision N° 1047/MFP du 17 décembre 1962, est nommé attaché au cabinet du Ministre des Finances et des Affaires Economiques (Département des Affaires Economiques) en remplacement de M. Bamezon Conrad, décédé.

L'intéressé percevra à cet effet l'indemnité afférente à sa fonction.

La présente décision prend effet du 17 décembre 1962.

N° 553-D/MFAE/MF/FA du 22-12-62. — M. Adjodo Séverin, officier de police adjoint est nommé agent intermédiaire et régisseur de la caisse d'avance de la prison civile de Lomé, en remplacement de M. Edoh Antoine, commissaire stagiaire de police en congé.

**Intérim**

N° 544/D/MFAE/MF/SD du 17-12-62. — M. Laban Eugène, inspecteur 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon, chef du bureau des douanes de Lomé, est chargé, par intérim, des fonctions d'adjoint au chef du service des douanes, cumulativement avec ses fonctions de bureau, pendant l'absence de M. De Neef Claude, inspecteur 5<sup>e</sup> échelon, titulaire d'un congé administratif.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

**Concession de pension**

N° 280/MFAE/MF/FR du 13-12-62. — Il est attribué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo à M<sup>me</sup> veuve Nadio Yaba (née Atta), épouse de M. Nadio Namori André, infirmier adjoint de 4<sup>e</sup> échelon du cadre local de l'assistance médicale du Togo (indice 295, pourcentage 180/0), décédé à Mango le 3 juillet 1958, une pension de veuve au taux annuel de dix mille six cent soixante huit (10.668) francs CFA, pour compter du 26 février 1961.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse locale de retraites du Togo, une pension d'orphelin fixée à deux mille cent trente six (2.136) francs CFA. l'an pour compter du 12 janvier 1961 à chacun des orphelins désignés ci-après :

Alassani, né le 2 août 1951

Retchia, née le 21 octobre 1952

Mama, né le 12 novembre 1953

Soulémana, né le 3 juin 1956

Adjetou, née le 10 mars 1957.

En vertu de l'article 23 paragraphe 8 du décret du 29 mars 1954, les pensions attribuées aux enfants ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont aurait bénéficié leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelins accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Nadio Nambrou, chargé de l'administration des biens et de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

**Allocation familiale**

N° 279/MFAE/MF/FR du 13-12-62. — M. Dossah Louis, chef de station de 2<sup>e</sup> classe des Chemins de Fer du Togo, en retraite, pourra prétendre, sur justification de ses droits, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1962, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant (4<sup>e</sup> rang) dénommé Christophe Kowossi Adamadogbé, né le 11 décembre 1949.

**Allocation temporaire**

N° 284/MFAE/MF/FR du 26-12-62. — Est accordée, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1962, pour une période de trois ans renouvelable, une allocation temporaire de vingt cinq mille (25.000) francs CFA par an à M. Anidi Moïse, indigent, demeurant à Pya-Haut (circonscription administrative de Lama-Kara).

Ce secours, payable par trimestre et à terme échu, sera imputable au budget général du Togo.

**Rôles**

N° 275/MFAE/CD du 12-12-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation, exercice 1962 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
<b>BUDGET GENERAL</b>				
443	Circ. Bafilo	I. G. R.	4.608	
444	Circ. Lama-Kara	I. G. R.	11.136	
445	Circ. Niamtougou	I. G. R.	3.468	
446	Circ. Bafilo	Patentes	32.733	
447	Circ. Lama-Kara	Patentes	16.200	
448	Circ. Niamtougou	Patentes	22.275	
		Licences	1.500	
			23.775	
449	Circ. Pagouda	Patentes	101.140	
450	Circ. Klouto	Patentes	93.548	
451	Circ. Bassari	Patentes	86.566	
452	Circ. Klouto	Taxe s/armes non perfectionnées	64.650	
453	Circ. Bassari	Taxe s/armes non perfectionnées	4.350	
454	"	Taxe s/armes perfectionnées	1.000	
455	Circ. Bafilo	Taxe s/armes non perfectionnées	1.350	
456	Com. Bassari	Taxe s/armes non perfectionnées	1.500	
457	"	Taxe s/armes perfectionnées	2.000	
456 bis	Circ. Tabligbo	Taxe s/armes non perfectionnées	1.950	
457 bis	"	Patentes	6.132	
				456.106
<b>BUDGET DE CIRCONSCRIPTION</b>				
452	Circ. Klouto	C/A. s/taxe s/armes non perfectionnées	32.325	
453	Circ. Bassari	C/A. s/taxe s/armes non perfectionnées	2.175	
454	"	C/A. s/taxe s/armes perfectionnées	500	
455	Circ. Bafilo	C/A. s/taxe s/armes non perfectionnées	135	
458	"	Taxe civique	4.200	
459	"	Taxe civique	1.400	
				40.735
<b>BUDGET COMMUNAL</b>				
456	Com. Bassari	Taxe s/armes non perfectionnées	750	
457	"	Taxe s/armes perfectionnées	1.000	
460	"	Patentes	76.966	
"	"	C.A. s/Patentes	14.794	
			88.760	
461	"	Licences	4.000	
"	"	C.A. s/Licences	800	
			4.800	
462	Com. Sokodé	Patentes	83.320	
"	"	C.A. s/Patentes	8.332	
			91.652	
				186.962
		<b>Total</b>		683.803

N° 276/MFAE/CD du 13-12-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation, exercice 1962 ciaprès :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
<b>BUDGET GENERAL</b>				
437	Com. Lomé	Taxe progressive	9.118.172	
438	"	I. G. R.	39.600	
				9.157.772
<b>BUDGET COMMUNAL</b>				
437	Com. Lomé	Taxe Civique	1.171.500	
438	"	Taxe Civique	31.000	
439	"	Patentes	458.965	
		C.A. s/Patentes	23.791	
		Licences	6.250	
		C.A. s/Licences	1.250	
			490.256	
		<b>Total</b>		1.692.756
				10.850.528

No 277/MFAE/CD du 13-12-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation, exercice 1962 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
440	Anécho Tabligbo Tsévié	Taxe progressive . . . . . 14.040 Taxe progressive . . . . . 1.713 Taxe progressive . . . . . 9.578	25.331	
441	Palimé Nuatja Atakpamé Akposso	Taxe progressive . . . . . 41.436 Taxe progressive . . . . . 1.934 Taxe progressive . . . . . 46.046 Taxe progressive . . . . . 10.868	100.284	
442	Sokodé Bafilo Lama-Kara Niamtougou Bassari Kandé Mango Dapango	Taxe progressive . . . . . 49.322 Taxe progressive . . . . . 705 Taxe progressive . . . . . 9.242 Taxe progressive . . . . . 4.143 Taxe progressive . . . . . 2.872 Taxe progressive . . . . . 54 Taxe progressive . . . . . 12.415 Taxe progressive . . . . . 36.420	115.173	240.788
Total . . . . .			■ ■ ■ ■ ■	240.788

No 281/MFAE/CD du 26-12-62. — Sont pris en charge des rôles de régularisation, exercice 1962 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
478	Circ. Klouto	Licences . . . . .	7.000	
479	" "	Licences . . . . .	1.000	
480	" "	Patentes . . . . .	74.046	
481	" "	Patentes . . . . .	24.186	
482	" "	Taxes s/armes perfectionnées . . . . .	2.000	
483	" "	Taxes s/armes perfectionnées . . . . .	7.500	
484	" "	Taxes s/armes non perfectionnées . . . . .	21.000	
485	" "	Taxes s/armes non perfectionnées . . . . .	21.150	
486	Circ. Nuatja	Taxes s/armes non perfectionnées . . . . .	4.300	162.182
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
482	Circ. Klouto	C.A. s/taxe s/armes perfectionnées . . . . .	1.000	
483	" "	C.A. s/taxe s/armes perfectionnées . . . . .	3.750	
484	" "	C.A. s/taxe s/armes non perfectionnées . . . . .	10.500	
485	" "	C.A. s/taxe s/armes non perfectionnées . . . . .	10.575	
486	Circ. Nuatja	C.A. s/taxe s/armes non perfectionnées . . . . .	2.150	27.975
Total . . . . .			■ ■ ■ ■ ■	190.157



N° 282/MFAE/CD du 26-12-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1962 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
470	Com. Tsévié	Taxe progressive . . . . .	12,567	255,492
471	Com. Anécho	Taxe progressive . . . . .	3,067	
472	Circ. Lama-Kara	Taxe progressive . . . . .	4,854	
473	Circ. Klouto	Patentes . . . . .	193,252	
"	"	Licences . . . . .	30,500	
			223,752	
474	Circ. Atakpamé	Patentes . . . . .	9,252	
"	"	Licences . . . . .	2,000	
			11,252	
BUDGET COMMUNAL				
475	Com. Palimé	Taxe s/la valeur locative . . . . .	758,726	827,782
476	"	Patentes . . . . .	34,643	
"	"	C/a/ sur Patentes . . . . .	6,928	
"	"	Licences . . . . .	7,500	
"	"	C/a/ sur Licences . . . . .	1,500	
			50,571	
477	Com. Atakpamé	Patentes . . . . .	11,405	
"	"	C/a/ sur Patentes . . . . .	2,280	
"	"	Licences . . . . .	4,000	
"	"	C/a/ sur Licences . . . . .	800	
			18,485	
Total . . . . .			1,083,274	

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : un million quatre vingt trois mille deux cent soixante quatorze francs, est fixée au 26 décembre 1962.

N° 283/MFAE/CD du 26-12-62. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1962 ci-après :

Numéros des rôles	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES ROLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
463	Com. Lomé	B. I. C. . . . .	427,500	619,388
464	» »	Taxe Progressive . . . . .	35,674	
465	» »	Taxe Progressive . . . . .	25,208	
466	» »	Taxe Progressive . . . . .	131,006	
BUDGET COMMUNAL				
467	Com. Lomé	Patentes . . . . .	363,360	493,029
		C. A. s/Patentes . . . . .	72,669	
		Licences . . . . .	32,500	
		C. A. s/Licences . . . . .	6,500	
		Taxe civique . . . . .	18,000	
			493,029	
468	Com. Lomé	Taxe de voirie . . . . .	240,850	1,369,759
469	» »	T. V. L. . . . .	372,840	
			635,880	
Total . . . . .				1,989,147

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de : un million neuf cent quatre vingt neuf mille cent quarante sept francs est fixée au 10 décembre 1962.

**Additif**

**ADDITIF du 13-12-62 à la décision n° 25/MFAE/SAC du 16 janvier 1962 portant désignation des jeunes togolais non fonctionnaires pour suivre un stage de formation bancaire en Tunisie.**

M. Barnabo Raphaël est désigné pour effectuer un stage de formation bancaire dans le cadre des bourses offertes au Togo par le Gouvernement de la Tunisie.

La durée du stage est fixée à deux ans. L'intéressé a quitté Lomé pour Tunis par l'Avion UAT/TAI/AF du 17 janvier 1962. Une réquisition de transport avion Lomé-Tunis lui a été délivrée.

Une allocation pour frais de trousseau égale à 35.000 francs cfa (trente cinq mille) sera versée à M. Barnabo Raphaël.

La dépense sera imputable au budget général 1962, chapitre 36, article 6.

**MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE****Nomination**

N° 103-D/MEN du 18-12-62. — M. Tessilimi Nourou, professeur des C.E.T., 3<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon, en service à l'E.P.C.I. de Sokodé, est chargé cumulativement avec ses fonctions de celles de chef de travaux de cet établissement.

**Engagement provisoire**

N° 102/D/MEN du 13-12-62. — Madame Goeh Nicole (née Mosse), titulaire du certificat de propédeutique Lettres, est engagée à titre provisoire du 1<sup>er</sup> mai au 16 juin 1962 en qualité d'institutrice suppléante pour assurer au Lycée Bonnacarrère de Lomé, le remplacement de Mme d'Almeida Justine pendant son congé de maternité.

Madame Goeh percevra un salaire fixe de 30.000 frs par mois imputable au chapitre 26, article 5.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> mai 1962 (régularisation).

**Additif**

**ADDITIF du 20-12-62 à la décision n° 74/MEN du 17 septembre 1962 chargeant de cours de spécialités des fonctionnaires de l'enseignement du second degré et assimilés pendant le troisième trimestre de l'année scolaire (avril-mai-juin 1962).**

**Après :**

Potron André : 6 heures par semaine pendant le trimestre.

**Ajouter :****Taux des instituteurs :**

Mme Goeh Nicole : 1 heure par semaine pendant 1 mois et demi.

(Le reste sans changement) :

**MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,  
DES TRANSPORTS  
ET DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

**Affectations**

N° 505-D/MTP/TP du 12-12-62. — M. Freeman Paul, ouvrier principal 1<sup>er</sup> échelon, en service à la Subdivision des Travaux Publics de Mango-Dapango à Dapango est affecté à la Subdivision des Travaux Publics du Sud avec résidence à Tsévié.

Les émoluments de l'intéressé restent imputables sur le chapitre 18 — article 6 du budget général.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

N° 508-D/MTP du 12-12-62. — Les agents des Travaux publics dont les noms suivent reçoivent les affectations suivantes :

M. Akouété Paul, peintre 1<sup>re</sup> catégorie échelle B, en service à la Subdivision des T.P.-Sud, est muté à la Subdivision des T.P. de Mango.

M. Ekué Georges, peintre 3<sup>e</sup> catégorie échelle B, en service à la Subdivision des T.P.-Mango, est muté à la Subdivision des T.P.-Sud à Lomé.

Le salaire des intéressés reste imputable sur les Fonds des Travaux.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

N° 527/D/MTP du 20-12-62. — Est et demeure rapportée la décision n° 289/MTP/TP. du 30 juillet 1962 portant mutation.

M. Apety Robert, mécanicien électricien permanent 3<sup>e</sup> catégorie échelle D, en service à la Subdivision des Travaux Publics du Centre à Atakpamé, est affecté à la Subdivision des Travaux Publics du Nord à Sokodé, en remplacement numérique de M. Edeh Agbévidé Emmanuel.

M. Edey Agbévidé Emmanuel, électricien permanent de 1<sup>re</sup> catégorie échelle B, en service à la Subdivision des T.P. du Nord à Sokodé, est affecté à la Subdivision des T.P. du Centre à Atakpamé, en remplacement de M. Apety Robert.

Le salaire des intéressés est imputable sur le Budget Fonds des Travaux.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 530/D/MTP/PT du 20-12-62. — M. Gbadoé Michel, contrôleur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon des Postes et Télécommunications, précédemment en service à Lomé RP. est affecté au bureau de postes d'Atakpamé en qualité de gérant, en remplacement numérique de M. Houédakor Mathias, en instance de départ en congé administratif.

La présente décision prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

N° 531/D/MTP/TP du 20-12-62. — M. Lara Motse, ingénieur hors classe des Travaux Publics, de retour de congé et remis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications par décision n° 1.032/MFP du 29 novembre 1962, est affecté à la Subdivision d'Entretien des Bâtiments du Sud, avec résidence à Lomé, en qualité de chef de Subdivision.

La solde de l'intéressé reste imputable au budget général, chapitre 18 — article 6.

La présente décision a effet pour compter du 25 novembre 1962.

#### Engagement

N° 515/D/MTP/TP du 19-12-62. — M. Denkey Massé est engagé en qualité de topographe-dessinateur 3<sup>e</sup> catégorie échelle A, et mis à la disposition du chef de la Subdivision des Travaux Publics du Sud, avec résidence à Lomé.

Le salaire de l'intéressé est imputable sur les crédits Fonds de Travaux, chapitre 32, article 1, paragraphe 2 du budget général (Entretien des Routes).

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

### MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

**ARRETE N° 18-A/JMA/EF. du 14-12-62 fixant la date limite de mises à feu précoces.**

#### LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise ;

Vu l'arrêté n° 104/PM du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du Togo promulgué au Togo par arrêté n° 141 du 9 mars 1938, complété par le décret du 20 mai 1955.

Sur la proposition du chef du service des eaux et forêts,

#### ARRETE :

Article premier. — La date limite des mises à feu précoces pour la saison sèche 1962-63 est fixée ainsi qu'il suit :

- a) — *Inspection de la Région Maritime*  
Circonscriptions Administratives de Lomé, Anécho, Tabligbo et Tsévié . . . . . 20 janvier 1963
- b) — *Inspection de la Région des Plateaux*  
Circonscriptions Administratives de Klouto, Akposso, Atakpamé et Nuatja . . . . . 15 janvier 1963
- c) — *Inspection de la Région Centrale*  
Circonscriptions Administratives de Sokodé, Bafilo, Bassari, Lama-Kara, Niamtougou et Pagouda . . . . . 20 janvier 1963
- d) — *Inspection de la Région des Savanes*  
Circonscriptions Administratives de Mango, Dapaïgo et Kandé . . . . . 15 décembre 1962

Art. 2. — Postérieurement à la date ainsi fixée, toute mise à feu est interdite sauf dans les cas et conditions prévus à l'article 22 du décret du 5 février 1938.

Art. 3. — La répression des infractions aux prescriptions du présent arrêté s'effectuera conformément aux prescriptions du titre 7 du décret du 5 février 1938.

Art. 4. — Le chef du service des Eaux et Forêts, les chefs de circonscription administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui, vu l'urgence, sera publié par tous moyens.

Lomé, le 14 décembre 1962.

P. le Ministre de l'Agriculture absent :  
*Le Ministre de l'Éducation Nationale,*  
*Chargé des Affaires courantes,*  
M. Sankarédja

#### Nomination

N° 98/D/MA-AG du 14-12-62. — M. Agbodjan Prince Thomas, adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, du corps des fonctionnaires de l'Agriculture, est nommé chef de la circonscription Agricole de Mango et directeur du Centre Pilote de Barkoissi, avec résidence à Barkoissi, en remplacement de M. Allaglo Thomas, suspendu de ses fonctions.

La solde et les accessoires de solde de M. Agbodjan demeurent imputables au chapitre 20, article 4 du budget général.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de passation de service entre les intéressés.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

### Intégrations

N° 394/MFP du 17-12-62. M. Brym Moudjibou, titulaire du diplôme d'ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure du Pétrole et des Moteurs est admis dans le corps des fonctionnaires des Mines et de la Géologie en qualité d'ingénieur des Mines 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (Catégorie A2 — Indice 1.200), et mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications — (budget général : 1962, chapitre 15 — 6).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 395/MFP du 17-12-62. — M. Afangbom Ignace, titulaire du baccalauréat et de certificats d'études supérieures est admis dans le corps des fonctionnaires des Travaux Publics et des Techniques Industrielles, en qualité d'adjoint technique 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (spécialité : mécanique et électricité) — catégorie B — indice 750 — et mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics (budget général : chapitre 18 — 6) pour compter du 15 octobre 1962.

N° 399/MFP du 20-12-62. — M. Koffi Omer, titulaire du diplôme d'ingénieur agricole est admis dans le corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement, en qualité d'ingénieur 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1.200) et mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture (budget général 1962 — chapitre 33 — 4).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 400/MFP du 20-12-62. — Il est mis fin, pour compter du 7 décembre 1962, au détachement de M. Afutoo Antoine, instituteur stagiaire, précédemment admis à l'Ecole Forestière des Barres.

M. Afutoo Antoine, instituteur stagiaire, est rayé du du cadre des instituteurs.

M. Afutoo Antoine, ex-élève-ingénieur des Travaux des Eaux et Forêts (indice métré 225), qui a obtenu le diplôme d'ingénieur civil des Travaux des Eaux et Forêts, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement, en qualité d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1.200), et mis

à la disposition du Ministre de l'Agriculture (budget général : chapitre 20 — 6).

Le présent arrêté aura effet pour compter du 7 décembre 1962.

### Admissions

N° 403/MFP du 20-12-62. — M. Agoundjobi Isaac est admis dans le cadre des préposés des brigades des Douanes du Togo, en qualité de préposé, 1<sup>er</sup> échelon stagiaire et mis à la disposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques (Service des Douanes).

Les émoluments de l'intéressé seront imputés au chapitre 14, article 9 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 407/MFP du 27-12-62. — M. Blao Nicolas, titulaire du Diplôme d'Etudes Supérieures Agronomiques, Economiques et Sociales de l'Institut Agricole de Beauvais, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts et du Conditionnement en qualité d'ingénieur 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A2 — indice 1.200), et mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture : (budget général 1962 — chapitre 20 — article 4).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

### Titularisation

N° 397/MFP du 20-12-62. — Mlle Coco Agnès, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire, du corps du personnel de l'Administration Générale du Togo, qui a terminé l'année de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 16 janvier 1963.

### Révision de situation administrative

N° 408/MFP du 27-12-62. — La situation administrative de M. Deckon Cosme est révisée ainsi qu'il suit du seul point de vue de l'ancienneté :

Commissaire 3<sup>e</sup> cl. 1<sup>er</sup> échelon 1.7.60 + 4 ans 7 mois ancienneté civile.

Commissaire 3<sup>e</sup> cl. 2<sup>e</sup> échelon 1.7.60 + 2 ans 7 mois ancienneté civile

Commissaire 3<sup>e</sup> cl. 3<sup>e</sup> échelon 1.7.60 + 7 mois ancienneté civile.

Commissaire 2<sup>e</sup> cl. 1<sup>er</sup> échelon 31.12.61 + 1 mois ancienneté civile.

M. Deckon Cosme, commissaire de police 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon indice 871, est reclassé ainsi qu'il suit dans le nouveau cadre des Commissaires, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1962 :

Nom et Prénoms	Situation dans l'ancien cadre des Commissaires	Situation dans le nouveau cadre	Indices		Anc. civile conservée
			d'intégration	de reclassement	
Deckon Cosme	Commissaire 2 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch. Indice 871	Commissaire divisionnaire 3 <sup>e</sup> échelon	2000	2030	1 mois

Le présent arrêté annule toutes dispositions contraires.

#### Reclassements

N° 401/MFP du 20-12-62. — M. Djelou Emmanuel, adjoint administratif est, en vertu des dispositions de

l'article 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, reclassé dans les conditions suivantes, dans le cadre des Secrétaires d'Administration, catégorie B :

Nom et Prénoms	Situation dans le cadre des adjts. administ.	Situation dans le cadre des Secrétaires d'Adm.	Indices		Date d'effet
			int.	reclas.	
Djelou Emmanuel	Adj. Adm. 2 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. Indice 600	Secrét. d'Adm. 2 <sup>e</sup> cl. 1 <sup>er</sup> éch.	750	600	1-1-62

N° 406/MFP du 26-12-62. — L'adjoint administratif ci-après, est, en vertu des dispositions de l'article 46 du décret n° 61-61 du 21 juillet 1961, reclassé dans les conditions suivantes, dans le cadre des secrétaires d'administration, catégorie B :

Nom et Prénoms	Situation dans le cadre des Adjoints Admin.	Situation dans le cadre des Secrétaires d'Adm.	Indices		Date d'effet
			intégration	reclassement	
Adorgloh Raphaël	Adjoint Admin. 1 <sup>re</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch. Indice 800	Secrétaire d'Adm. 2 <sup>e</sup> cl. 2 <sup>e</sup> éch.	850	800	1-1-62

#### Changement de corps

N° 409/MFP du 27-12-62. — M. Adjéoda Athanase est, sur sa demande, rayé du cadre des infirmiers d'Etat.

M. Adjéoda Athanase, ex-infirmier d'Etat 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, en service à la Trésorerie, est admis dans le corps du personnel d'administration générale, en qualité d'adjoint administratif 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550/470).

Le présent arrêté aura effet du point de vue de l'ancienneté pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1962.

#### Affectations

N° 1074/D/MFP du 17-12-62. — M. Denkey Ayi Antoine, secrétaire d'administration stagiaire, en service au Ministère des Travaux Publics, est mis à la disposition

du Ministre des Finances et des Affaires Economiques (Département Affaires Economiques), en complément d'effectif (budget général : chapitre 14 — article 2, paragraphe 2).

M. Wilson Raymond, secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon, en service à l'Inspection de la Région des Plateaux à Atakpamé, est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications, en remplacement de M. Denkey A. Antoine, qui a reçu une autre affectation (budget général : chapitre 18, article 2).

M. Koueviakoé James, commis d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon, en service aux Eaux et Forêts, est mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur (Inspection de la Région des Plateaux à Atakpamé), en remplacement de M. Wilson Raymond, qui a reçu une autre affectation. (budget général : chapitre 12, article 5).

M. Mebounou Michel, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle, en service à la direction de la Sûreté nationale, est mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts (Service des Eaux et Forêts), en remplacement de M. Koueviakoé James, qui a reçu une autre affectation (budget général : chapitre 20, article 6).

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 1077/D/MFP du 19-12-62. — M. Senawo Théophile, agent permanent hors catégorie, en service au cabinet du Président de la République, est mis, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963, à la disposition du Secrétaire d'Etat à la Présidence chargé de l'Information, de la Presse et de la Radiodiffusion. (budget général : chapitre 6 article 8, sous section II).

N° 1092/D/MFP du 26-12-62. — Mlle Toiron Marie-Antoinette, contrôleur du trésor 9<sup>e</sup> échelon, nouvellement mise à la disposition du Gouvernement de la République togolaise au titre de l'assistance technique française et arrivée à Lomé le 10 décembre 1962, est mise à la disposition du Ministre des Finances et des Affaires Economiques (Service de la Trésorerie).

Ses émoluments seront imputés au chapitre 14, article 13 du budget général.

N° 1093/D/MFP du 26-12-62. — M. Babadjihou Etienne, adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, du corps des fonctionnaires de l'administration générale, en service à l'agence intermédiaire de Lomé, est mis à la disposition du Ministre des Travaux Publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications, en remplacement de M. Eyebi Samuel, adjoint administratif principal, admis à la retraite. (budget général : chapitre 18, article 6).

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963.

#### Résiliation de contrat

N° 396/MFP du 17-12-62. — Est résilié de plein droit le contrat en date du 30 novembre 1955 consenti à M. Meatchi Idrissou Antoine, agent d'Agriculture (régularisation).

#### Absence irrégulière

N° 1102-D/MFP du 27-12-62. — Est constatée, pour compter du 6 décembre 1962, l'absence de son poste de M. Nicoué Rémy, agent permanent de 5<sup>e</sup> catégorie échelle A, en service à la Direction des Travaux Publics.

Pendant toute la durée de son absence, M. Nicoué n'aura droit à aucun traitement.

#### Licenciement

N° 398/MFP du 20-12-62. — M. Fébon Mathias, commis d'administration principal 1<sup>er</sup> échelon est licencié de son emploi, pour insuffisance professionnelle, en application des dispositions de l'article 101 de la loi n° 58-66 du 1<sup>er</sup> décembre 1958 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise.

M. Fébon Mathias percevra, à cet effet, une indemnité de licenciement dans les conditions fixées par l'article 102 de la loi n° 58-66 du 1<sup>er</sup> décembre 1958 précitée.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 8 décembre 1962.

#### Révocation

N° 405/MFP du 20-12-62. — L'arrêté n° 376/MFP du 3 décembre 1962 infligeant sanction disciplinaire est rapporté pour compter de la date de signature du présent arrêté.

M. Kangni Eben-Ezer, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est révoqué de ses fonctions, pour faute grave en service.

M. Kangni Eben-Ezer, qui n'est pas révoqué pour l'un des motifs exposés à l'article 37 du décret du 29 mars 1954, peut prétendre au remboursement direct et immédiat des retenues pour pension subies d'une manière effective sur son traitement.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

#### Rectificatifs

RECTIFICATIF du 20-12-62 à l'arrêté N° 148/MFP du 15 mai 1962, portant reclassement.

Au lieu de :



## DOUANES

a) Cadre des Contrôleurs des Douanes — Catégorie B

b) Cadre des Agents de Constatation — Catégorie C

Nom et prénoms	Ancien cadre	Nouveau cadre	Indice d'intégration	Indice de reclassement
Kpadenou Gabriel	Agent breveté principal 1 <sup>er</sup> éch.	Agent de const. 1 <sup>re</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.	850	898
Yigan Joseph	Agent breveté principal 1 <sup>er</sup> éch.	Agent de const. 1 <sup>re</sup> cl. 3 <sup>e</sup> éch.	850	898
<i>Lire :</i>				
DOUANES				
a) Cadre des Contrôleurs des Douanes — Catégorie B				
b) Cadre des Agents de Constatation — Catégorie C				
Kpadenou Gabriel	Agent breveté principal 1 <sup>er</sup> éch.	Agent de const. ppal. 1 <sup>er</sup> éch.	900	898
Yigan Joseph	Agent breveté principal 1 <sup>er</sup> éch.	Agent de const. ppal. 1 <sup>er</sup> éch.	900	898

(Le reste sans changement).

RÉCTIFICATIF du 20 décembre 1962 à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n° 249/MFP du 25 août 1962 portant reclassement.

Conformément aux dispositions du décret n° 62-25

du 30 janvier 1962, les médecins et chirurgiens-dentistes ci-après désignés sont reclassés ainsi qu'il suit dans le corps du personnel médical et technique de la Santé Publique du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1962 :

*Au lieu de :*

Nom et prénoms	Situation au 31-12-61		Nouveau classement au 1-1-62	Indice
	Indice	Traitement		
Mawupe Vovor Valentin	1,005	91,000	Médecin-inspecteur 1 <sup>er</sup> éch.	2,350
Mensah Moïse	737	65,000	Médecin-ordinaire 3 <sup>e</sup> éch.	1,600
Ghartey Komi Charles	670	56,500	Chirurgien-dentiste ord. 2 <sup>e</sup> éch.	1,450

*Lire :*

Nom et prénoms	Situation au 31-12-61			Classement au 1-1-62	Indice d'intégration	Indice de reclassement	Ancienneté civile
	Indice	Traitement	Ancienneté civile				
Mawupe Vovor Valentin	1,005	91,000	4 a 6 m	Chirurg. insp. 1 <sup>er</sup> éch.	2,350	2,370	4 a 6 m + 2 a bonif. d'interne
Mensah Moïse	737	65,000	3 a 11 m 16 j	Médecin 3 <sup>e</sup> éch.	1,600	1,689	3 a 11 m 16 j
Ghartey Komi Charles	670	56,500	2 a 10 m	Chirurg. dent. 2 <sup>e</sup> éch.	1,450	1,509	2 a 10 m

(Le reste sans changement)

**RECTIFICATIF** du 27 décembre 1962 à l'arrêté n° 148/MFP. du 15 mai 1962 portant reclassement des fonctionnaires.

Au lieu de :

*Postes et Télécommunications*

- a) . . . . .
- 1) — . . . . .
- 2) — . . . . .
- b) — *Cadre des Agents d'Exploitation — catégorie C*  
Acakpo Addra Justin, Agent principal 1<sup>er</sup> échelon  
Agent 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon 850 898.

Lire :

*Postes et Télécommunications*

- a) . . . . .
- 1) — . . . . .
- 2) — . . . . .
- b) — *Cadre des Agents d'Exploitation*  
Acakpo Addra Justin, Agent principal 1<sup>er</sup> échelon  
Agent principal 1<sup>er</sup> échelon 900 898.

(Le reste sans changement)

**RECTIFICATIF** à la décision n° 91/MA/EF du 8 novembre 1962 portant affectation.

Au lieu de :

M. Dego Lazare, agent permanent 3<sup>e</sup> catégorie, échelle A., nouvellement engagé et mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts, est affecté à Sokodé (circonscription forestière de la région centrale) pour servir à Kandé (circonscription administrative de Kandé).

Lire :

M. Dego Lazare, agent permanent 3<sup>e</sup> catégorie, échelle A., nouvellement engagé et mis à la disposition du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts, est affecté à l'inspection forestière de la région des Savanes pour servir à Kandé.

(Le reste sans changement)

**Arrêté rapportant les dispositions de l'arrêté n° 215/MFP du 19/7/62 en ce qui concerne M. Djirackor Clément**

N° 393/MFP du 15-12-62. — Est rapporté, pour compter du 9 octobre 1962, en ce qui concerne M. Djirackor Clément, commis d'administration principal 2<sup>e</sup> échelon, l'arrêté n° 215/MFP. du 19 juillet 1962 fixant la rémunération des fonctionnaires et agents d'administration remplissant les fonctions de chef de circonscription administrative.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

### Nominations

N° 120/D/MSP du 15-12-62. — M. Jankovich Tomislav, médecin-contractuel, précédemment médecin-chef de la subdivision sanitaire de Pagouda, est nommé médecin-chef de la subdivision sanitaire d'Atakpamé, en remplacement du docteur de Medeiros Carlos.

Ses émoluments restent imputables au chapitre 22, article 6 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de la prise de service de l'intéressé.

N° 121/D/MSP du 15-12-62. — Le docteur Mawupé Vovor Valentin, médecin-inspecteur 1<sup>er</sup> échelon, chef du bureau d'études au Ministère de la Santé publique, est nommé, cumulativement avec ses fonctions actuelles, directeur de l'Ecole des infirmiers, infirmières et aides-sanitaires d'Etat du Togo, en remplacement du docteur B. Buis.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

## AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

*AVIS D'APPEL D'OFFRES lancé par la République togolaise pour un projet financé par la Communauté Economique Européenne — Fonds Européen de Développement.*

*Objet :* Construction de 5 Cours Complémentaires avec internat à Tsévié, Palimé, Bassari, Lama-Kara et Dapango, comprenant chacun 1 bâtiment séparé pour :

- A. — Administration et infirmerie
- B. — Salle des classes
- C. — Dortoirs
- D. — Réfectoire — Cuisine
- E. — 2 logements
- F. — Garages.

Ainsi que les travaux d'aménagements divers : voirie, alimentation en eau, assainissement de la concession, installation électrique y compris fourniture groupes électrogènes.

## ESTIMATIONS :

	Tsévié	Palimé	Bassari	Lama-Kara	Dapango	Totaux
Bâtiments . . . . .	41,254.000	61,834.000	46,894.000	61,834.000	50,754.000	262,570.000
Aménagements extérieurs . . . . .	9,031.000	13,833.000	16,461.000	15,353.000	18,868.000	73,546.000
	50,285.000	75,667.000	63,355.000	77,187.000	69,622.000	336,116.000

Chaque cours complémentaire constitue un lot et chaque soumissionnaire a la possibilité de soumissionner pour un, plusieurs ou la totalité des lots.

*Délai d'exécution :* Le délai d'exécution des travaux est fixé ainsi :

- pour un seul lot : 9 mois
- pour deux lots : 10 mois en tout
- pour trois ou plus : 12 mois en tout.

*Envoi des plis*

Les soumissions, en langue française, devront parvenir par pli recommandé adressé à M. le président de la commission consultative des marchés, Présidence de la République togolaise à Lomé, ou y être déposées avant onze (11) heures G.M.T. du jour fixé pour leur ouverture qui aura lieu le 18 avril 1963 à quinze (15) heures G.M.T. au Palais du Gouvernement à Lomé (salle de réception de la commission consultative des marchés).

*Achat des dossiers*

Le dossier d'appel d'offres, rédigé en langue française, pour chacun des lots, peut être obtenu par demande adressée à la direction des Travaux Publics du Togo, B.P. 335, à Lomé (Togo) au prix de 5.000 francs C.F.A. chacun, soit à verser au compte chèque postal n° 004 à Lomé du trésorier-payeur du Togo, soit à envoyer par chèque bancaire certifié payable dans la République togolaise au même nom.

L'envoi du ou des dossiers sera effectué par avion, franco de port, après réception de la somme indiquée ci-dessus.

*Consultation du dossier d'appel d'offres*

- 1 — Direction des Travaux Publics à Lomé (Togo), arrondissement des bâtiments ;
- 2 — Ambassade de la République togolaise, 7 Rue Alfred Roll Paris (17<sup>e</sup>) ;
- 3 — A la Commission de la Communauté Economique Européenne, direction générale du Développement de l'Outre-Mer, 56 Rue du Marais, Bruxelles ;
- 4 — Aux services d'information des Communautés Européennes à :  
 Bonn, Zitellmannstrasse 11  
 La Haye, Mauritskade, 39  
 Luxembourg, 18 Rue Aldringer  
 Paris (16<sup>e</sup>) 61 Rue des Belles Feuilles Rome, Via Poli 29.

*Renseignements supplémentaires*

M. le chef de l'arrondissement des bâtiments, direction des Travaux Publics à Lomé (Togo).

En exécution de l'article 132, paragraphe 4 du traité de Rome, la participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des Etats-Membres ou des Territoires et Pays d'Outre-Mer associés à la Communauté Economique Européenne.

*Le directeur du service des Travaux publics,*  
**R. MARCHAL**

*AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 5/CFT pour la vente de ferrailles.*

Article premier. — Objet de l'appel d'offres :

Le réseau des chemins de fer et du wharf du Togo se propose de vendre les quantités de ferrailles ci-après disponibles dans l'enceinte du Réseau :

- 1 — Fontes diverses . . . . . 35 tonnes disponibles
  - 2 — Ferrailles 1<sup>er</sup> choix : rails, bandages. . . . . 1.685 tonnes livrables par échelonnement courant 1963.
  - 3 — Ferrailles 2<sup>e</sup> choix : chasis, traverses tôles, profilés. 1.200 tonnes disponibles
  - 4 — Ferrailles diverses oxydées 150 tonnes disponibles
  - 5 — Ferrailles à découper . . . . . 380 tonnes disponibles
- Total . . . . . 3.450 tonnes

*Art. 2. — Prix :*

Le prix proposé devra être fixé par tonne pour l'ensemble des lots. Il s'entend pour ferrailles livrées à l'acheteur en l'état où elles se trouveront dans le parc des C.F.T. à Lomé.

*Art. 3. — Modalités d'enlèvement :*

Le transport à bord des bateaux sera à la charge de l'acquéreur mais assuré par les C.F.T. aux tarifs en vigueur au moment de l'enlèvement.

L'acheteur s'engagera à enlever par tranche la totalité des ferrailles mises en vente dans un délai maximum de 12 mois à compter de la date de notification de la convention.

Les ferrailles chargées sur wagons seront pesées contradictoirement au pont-bascule par un représentant de chacune des parties en cause avant acheminement vers le wharf. Un procès-verbal sera établi à l'occasion de chaque enlèvement.

Les demandes de wagons nécessaires au transport des ferrailles seront déposées au moins deux jours francs avant la date d'utilisation.

**Art. 4. — Dégradations — Dommages.**

L'acquéreur sera tenu de réparer tout dommage causé au préjudice des C.F.T. ou des tiers à l'occasion de l'enlèvement.

Il devra prendre toute mesure nécessaire pour protéger d'accidents les personnes utilisant l'enceinte des C.F.T. et de dommages les installations et biens des C.F.T. et des riverains.

Il s'engagera à ce que les personnes travaillant pour son compte dans l'enceinte des C.F.T. n'utilisent que les emplacements mis à leur disposition, respectent la discipline exigée des travailleurs du réseau.

**Art. 5. — Paiements.**

Les paiements auront lieu à la caisse intermédiaire des C.F.T. ; ils seront effectués à l'avance, par tranche de ferrailles pesées avant embarquement.

**Art. 6. — Cautionnement.**

Un cautionnement fixé à 862.500 C.F.A. sera versé par l'acheteur avant tout commencement des travaux et au plus tard dans un délai d'un mois après la date de notification de la convention. Cette somme viendra en déduction sur le dernier paiement correspondant à l'enlèvement de la dernière tranche de ferrailles vendues.

Par contre, elle restera acquise intégralement aux C.F.T. au cas où l'acheteur n'aura pas rempli ses engagements quel que soit le tonnage déjà enlevé.

**Art. 7. — Dispositions diverses.**

Les C.F.T. mettront gratuitement à la disposition de l'acquéreur un emplacement à l'intérieur de la Gare de Lomé pour lui permettre d'entreprendre les travaux de démontage, de découpage et de dégagement des ferrailles.

Dans la mesure du possible, les C.F.T. mettront à la disposition de l'adjudicataire, et sur sa demande, moyennant les tarifs en vigueur ou d'accord parties, les outils et les matériels dont il pourrait avoir besoin. A aucun moment, il ne pourra se prévaloir de l'absence d'outils ou de matériels mis à sa disposition pour en exiger ou pour justifier l'inexécution de la convention.

Les outils et matériels cédés provisoirement seront rendus sur demande des C.F.T. et en bon état.

Une grue de force 1,500 tonnes sur wagon sera mise à la disposition de l'acheteur au fur et à mesure qu'il en fera la demande.

**Art. 8. — Dépôt des offres.**

Les offres devront être enfermées dans une enveloppe portant les mentions suivantes :

« Nom du soumissionnaire — offre pour l'achat de ferrailles » « A n'ouvrir qu'en commission ».

Cette enveloppe sera enfermée dans une seconde enveloppe portant la mention suivante, à l'exclusion du nom du soumissionnaire.

« Offre pour l'achat de ferrailles » et l'adresse suivante :

« M. le président de la commission consultative des marchés — Palais du Gouvernement — Lomé (République Togolaise).

Le pli ainsi fermé devra parvenir en recommandé ou être déposé avant le 5 avril 1963 avant onze (11) heures G.M.T. à l'adresse ci-dessus.

L'ouverture des plis qui sera publique, aura lieu le même jour à quinze (15) heures G.M.T. dans la salle de réunions (Palais du Gouvernement) à Lomé.

**Art. 9. —** Tous renseignements complémentaires pourront être demandés au Réseau des Chemins de Fer et du Wharf du Togo (Bureau des Achats) à Lomé.

Lomé, le 17 décembre 1962.

P. le directeur du Réseau des C.F.T. et Wharf du Togo :

L. Taffin

Vu :

*Le Ministre des Travaux Publics, des Mines,  
des Transports, des Postes et Télécommunications,*

P. Amegee

Vu :

*Le Ministre des Finances  
et des Affaires Economiques,*

H. D. Coco

## CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

### Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à formuler opposition aux présentes immatriculations, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire des sections d'Anécho, Atakpamé et du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 4483, (reprise de procédure de la réquisition n° 3180) déposée le 20 novembre 1957, M. Nathaniel Yovo, cultivateur demeurant et domicilié à Kougnohou, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier planté de caféiers, d'une contenance totale de 1 ha 75as 81 cas, situé à Kougnohou circonscription administrative d'Akposso connu sous le nom de Akèkè et borné au nord par Nathaniel Yovo et Anonéné Ahovi, à l'est par une savane, au sud Nathaniel Yovo et à l'ouest par Amékogbé Kouténé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4505, déposée le 16 octobre 1962, M. Joseph Eklou Adjallé-Dadzie, demeurant et domicilié à Lomé-Amoutivé, administrateur des biens de la collectivité Adjallé-Dadzie et représentant de ladite collectivité, majeur non interdit jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain en

forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 10 has 51 as. 35 cas., situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné à l'ouest et au sud par des rues projetées, à l'est par la route Lomé-Palimé et au nord par la collectivité Adjallé-Dadzie.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la collectivité Adjallé-Dadzie et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.518, déposée le 21 novembre 1962, M. le ministre des finances et des affaires économiques, demeurant à Lomé en l'hôtel du ministère des finances, majeur non interdit, agissant par délégation de M. le Président de la République togolaise, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 24 has 26 as. 02 cas., situé à Dadja circonscription administrative d'Atakpamé et borné au nord par Owouko Simon, Badohou Ayéna et Dénagnon Adandégnon, à l'est par Dénagnon Adandégnon, Badohou Ayéna, Lawson Laté et Aboua Ntaré, au sud par Ganou Eroki, Lanté Itsé et Aboua Ntaré et à l'ouest par Owouko Simon et Ganou Eroki.

Il déclare que ledit immeuble appartient à la République togolaise et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4.519, déposée le 24 novembre 1962, M. Henry Adjakpley, polytechnicien demeurant et domicilié à Assahoun, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 13 as. 26 cas., situé à Assahoun circonscription administrative de Tsévié connu sous le nom de Kondji et borné au nord et à l'ouest par le dispensaire d'Assahoun, au sud par un passage et à l'est par l'avenue de la gare.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4520, déposée le 24 novembre 1962, M. Sanvee Messan Walter, mécanicien demeurant et domicilié à Lomé (11 rue Jeanne d'Arc), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6 as. 13 cas., situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord et à l'est par des rues, au sud et à l'ouest par Hélène Soga, née Dadzie.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4521, (reprise de procédure de la réquisition n° 3611), déposée le 5 mars 1959 M. Firmin Kodjo Akpaki, géomètre, mandataire de Richard Kuma-Zente, cultivateur à Kpété Maflo, demeurant et domicilié à Lomé 3, rue Curie, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 ha. 17 as. 09 cas., situé à Kpété Maflo circonscription administrative d'Akposso connu sous le nom de Yada et borné à l'est par Kokou Adou et ses frères, au sud par Kodjo Poma, à l'ouest et au nord par Komlan Dangbé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4522, (reprise de procédure de la réquisition n° 3612), déposée le 5 mars 1959, M. Firmin Kodjo Akpaki, géomètre, mandataire de M. Richard Kuma-Zente, cultivateur à Kpété Maflo, demeurant et domicilié à Lomé 3, rue Curie, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier complanté de cacaoyers, palmiers et cultures vivrières, d'une contenance totale de 2 has., situé à Kpété Maflo-Litimé circonscription administrative d'Akposso, connu sous le nom de Menou et borné au nord par Agbémédji Victor à l'est par Kokou Adi et Gottlieb Atoubra, au sud par Etsé Amého et Gottlieb Atoubra et à l'ouest par Etsé Amého.

Il déclare que ledit immeuble appartient à son mandant et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4523, déposée le 28 novembre 1962, M. Patrice Akouète Johnson, greffier demeurant et domicilié au quartier Nyékonakpoé à Lomé, propriétaire majeur non interdit, jouissant de ses droits civils, de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 52 ares 37 cas., situé à Bè-Tokoin, circonscription administrative de Lomé connu sous le nom de Adjidomé et borné au nord par les héritiers Assou Abogah, à l'est par la route vers Atiégu, au sud par la propriété Abé Anani et à l'ouest par les héritiers Gbla.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4524, (reprise de procédure de la réquisition n° 4290), déposée le 20 juillet 1961, M. Théophile Tsatsu Tamakloé, profession de commer-



gant, demeurant et domicilié à Palimé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationale togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un trapèze, d'une contenance totale de 1 ha. 15 as. 30 cas., situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, connu sous le nom de Zomayi et borné au nord Wallace Tamekloe à l'est par Albert, au sud par Dorégo et à l'ouest par Cyriaque Louis et Monica Noumetou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4525, (reprise de procédure de la réquisition n° 3922), déposée le 3 septembre 1958, M. Messan Têko cultivateur et chef de village demeurant et domicilié à Anfoin quartier Apétokomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 1 ha 10 as 38 cas, situé à Anfoin circonscription administrative d'Anécho connu sous le nom de Todomé et borné au nord par un cimetière à l'est par les héritiers Djogbessi Amouzoupe, au sud par une lagune et à l'ouest par le sentier Todomé-Gamekopé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4526, déposée le 3 décembre 1962, M. Kouévi Ayité, cultivateur demeurant et domicilié à Hlandé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, complanté de palmiers consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 2 has 06 as 03 cas, situé à Hlandé circonscription administrative d'Anécho connu sous le nom de Kpémépé et borné au nord par Amah Ayité Donlu à l'est par une rivière, au sud par Assionvi Aziagnon et à l'ouest par Amouzouvi Adadé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4527, déposée le 6 décembre 1962, Mme Claire M. Ayivi (née Agamah) monitrice, M. Tousse Agamah apprenti photographe, Mlle Patience T. Agamah dactylo et Mlle Béatrice Y. Agamah écolière, domiciliés à Lomé, majeurs non interdits à l'exception de Mlle Béatrice Y. Agamah mineure née le 24 mai 1943, jouissant de leurs droits civils de nationalité togolaise, demandent l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier complanté de cocotiers, d'une contenance totale de 3 has 24 as. 07 cas, situé à Baguida circonscription administrative de Lomé et borné au nord par Yiboku Amentsi à l'est par Kossivi Valar et Amouzouvi Ayedji, au sud par Aholimé, Kpétigo Agbo-dji et Akoussan Mathias, et à l'ouest par Baba Dagbovi.

Ils déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 4528, déposée le 20 décembre 1962, M. Jérôme Johnson, géomètre demeurant et domicilié à Lomé (Nyékonakpoé), majeur non interdit, jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au Livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 98 as 05 cas, situé à Bè-Masuhuen, Lomé et borné à l'est par la route Lomé-Atakpamé, au nord par Sédjro, au sud par Eledjinao et Dolafanou Akpabli et à l'ouest par Aglali Dabla.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le Conservateur de la Propriété Foncière,*  
E. K. Dogbé

## AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le mardi 5 mars 1963 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 8 as 73 cas, connu sous le nom de Tokoin (Section Hôpital) et borné au Nord par la nouvelle route circulaire, au sud et à l'est par Tridji Dadzi et à l'ouest par une rue non dénommée, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ignace K.O. Kuyawo, employé de commerce à la John Holt à Atakpamé circonscription administrative d'Atakpamé, suivant réquisition du 18 octobre 1962, n° 4506.

Le mardi 5 mars 1963 à 15 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 5 as 27 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par une rue en projet, à l'est par la route de Palimé, au sud par réquisition 3528 et à l'ouest par la Collectivité Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par M. Aduayom Ben Têko suivant réquisition du 6 juin 1961, n° 4509.

Le jeudi 7 mars 1963 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Amoutivé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 3 has 11 as 47 cas, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par Adamedui Attiwoto, à l'est par Hemalia Nudoh, Jérôme Agbaglo et Hônli Trétou au sud par N'kafu Djoka Konou et à l'ouest par Kpognon Sewodor et Agbozo Konou, dont l'immatriculation a été demandée par la Collectivité Tossou représentée par Me Pierre Bartoli, avocat-défenseur à Cotonou Dahomey, suivant réquisition du 7 septembre 1960, n° 4510.

Le jeudi 7 mars 1963 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Amoutivé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 04 as 34 cas, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord par Amouzou Assu Konou, à l'est par Tossou Agbezi, au sud par Agbozo Konou et à l'ouest par Houkpati Ahadji dont l'immatriculation a été demandée par M<sup>e</sup> Pierre Bartoli, avocat-défenseur à Cotonou Dahomey, mandataire de M. Kpognon Séwodor, propriétaire à Bè, suivant réquisition du 7 septembre 1960, n° 4511.

Le mardi 5 mars 1963 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 10 as 00 ca, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par un projet de rue, à l'est, au sud et à l'ouest par la Collectivité Dadzie, dont l'immatriculation a été demandée par M. Paul Kingsley Amenyah, commis au Crédit du Togo, suivant réquisition du 30 avril 1959, n° 4512.

Le mardi 5 mars 1963 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier d'une contenance de 4 ares 84 cas, connu sous le nom de Tokoin et borné au nord par la propriété de la collectivité familiale Zankou, au sud par la nouvelle route circulaire, à l'est par la collectivité Ayikpè Konou et à l'ouest par le titre foncier R.T. 5055 dont l'immatriculation a été demandée par M. Akouété Paulin, secrétaire d'administration, suivant réquisition du 26 octobre 1962, n° 4513.

Le mercredi 6 mars 1963 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tokoin, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 has 99 as 77 cas, connu sous le nom de Adidomé et borné au nord par Tobias Fiodjrado, à l'est par Azia-

konou Togbi et Sodoga Mihesso, au sud par Kokou Louis et Hounkpe Adjaglo et à l'ouest par Atsou Yikpovi et Anthony Labitey Kagni, dont l'immatriculation a été demandée par MM. Agbavito Abobi et Agbavito Anani, suivant réquisition du 5 novembre 1962, n° 4514.

Le lundi 4 mars 1963 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 14 as 57 cas et borné au nord par le T.F. n° 128 appartenant à feu de Souza Agustino, au sud par la voie ferrée, à l'est par le T.F. n° 602 et à l'ouest par une rue en projet, dont l'immatriculation a été demandée par M. Fidèle Koudawo, chauffeur à Lomé, mandataire de la collectivité Koudawo, suivant réquisition du 13 novembre 1962, n° 4516.

Le lundi 4 mars 1963 à 14 heures 30, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain urbain non bâti ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de 6 as 00 cas, connu sous le nom de Nyékonakpoè et borné au nord par la rue Doté Mensah, au sud par la vendeuse, à l'est par la route de Palimé et à l'ouest par la vendeuse, dont l'immatriculation a été demandée par M. Amenyinu Kuévi Eben-Ezer, planteur à Agouégan, suivant réquisition du 13 novembre 1962, n° 4517.

*Le Conservateur de la propriété foncière.*

E. K. Dogbé

## NECROLOGIE

Le Ministre de la Fonction Publique a le regret de faire part du décès de M. Adjevi Marc, contremaître de 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon des Chemins de Fer du Togo, survenu le 7 décembre 1962 à Lomé.



